

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT ANNUEL

AUX

GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SUR

LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

EN

2014



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 22 JUIN 2015

Président

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), P.O. Box 264, Lindfield NSW 2070, Australie.

Secrétaire

2. J.W. McLAREN, 625 Duff Cr., Ottawa ON K1J 7C6, Canada.

Membres

3. B. BOWSER, directeur général, National Physical Laboratory (NPL), Hampton Road, Middlesex, TW11 0LW Teddington, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
4. H.S. BRANDI, directeur de la métrologie scientifique et industrielle, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Av. Nossa Senhora das Graças, 50 - Xerém, Dugue de Caxias, RJ 25.250-020, Rio de Janeiro, Brésil.
5. F. BULYGIN, directeur adjoint, Rosstandart, 9 Leninski Prospekt, V-49, GSP-1, 119991 Moscou, Fédération de Russie.
6. M. BUZOIANU, directrice scientifique, Institutul National de Metrologie (INM), Sos. Vitan-Bârzesti, nr.11, Sector 4, 042122, Bucarest, Roumanie.
7. I. CASTELAZO, directeur, services technologiques, Centro Nacional de Metrología (CENAM), km 4,5 Carretera a Los Cués, El Marqués, C.P. 76241 Querétaro, Mexique.
8. Y. DUAN, sous-directeur, National Institute of Metrology (NIM), No. 18, Bei San Huan Dong Lu, 100013 Beijing, Chine.
9. L. ÉRARD, conseiller scientifique, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), 1 rue Gaston Boissier, 75015 Paris, France.
10. M. INGUSCIO, président, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Strada delle Cacce 91, 10135-Turin, Italie.
11. D.-I. KANG, président, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), 267 Gajeong-Ro, Yuseong-gu, 305-340 Daejeon, République de Corée.
12. T. LIEW, directeur exécutif par intérim, National Metrology Centre (NMC), 1 Science Park Drive, 118221 Singapour.

13. W. LOUW, directeur de la division Développement de l'infrastructure technique, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Private Bag X34, Lynnwood Ridge, 0040 Prétoria, Afrique du Sud.
 14. W.E. MAY, directeur, National Institute of Standards and Technology (NIST), 100 Bureau Drive, Stop 1000, Gaithersburg, MD 20899-1000, États-Unis d'Amérique. *Vice-président.*
 15. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), directeur adjoint, Lindenweg 50, CH-3003, Bern-Wabern, Suisse.
 16. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Thijsseweg 11, 2629 JA Delft, Pays-Bas.
 17. J. ULLRICH, président, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Bundesallee 100, D-38116 Braunschweig, Allemagne. *Vice-président.*
 18. T. USUDA, directeur, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba Central 3, 1-1-1 Umezono, Tsukuba, Ibaraki 305-8563, Japon.
-

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2014**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2014
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Estimations et jugements
 - Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 5 Stocks et travaux en cours
 - Note 6 Contributions des États Membres
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créanciers courants
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Souscriptions des Associés
 - Note 14 Autres produits
 - Note 15 Services généraux
 - Note 16 Autres charges opérationnelles
 - Exécution du budget
3. — Contributions payées en 2014
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2014
5. — Souscriptions payées en 2014
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2014
7. — Budget pour 2015
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2015
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2015
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2014
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Dans l'avant-propos du Rapport annuel 2013, j'avais souligné l'effet positif produit par le soin apporté au contrôle des coûts opérationnels sur les résultats financiers du BIPM. Cet effort a été poursuivi dans tous les domaines en 2014, à une exception près : les « autres charges opérationnelles ». Le stock de métaux précieux a en effet été rationalisé afin de réduire les délais de fabrication des prototypes de masse demandés par les États Membres. Nous présentons de nouveau dans le présent rapport l'indicateur financier EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization – résultat avant intérêt, impôts et amortissement), qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des activités d'investissement. Il a été influencé de façon significative en 2014 par l'augmentation de la provision pour assurance-maladie et indemnité de départ à la retraite dont la comptabilisation est obligatoire. L'EBITDA corrigé de ces provisions a augmenté de 23 %, s'élevant ainsi à 2 795 milliers d'euros. Ce résultat, obtenu malgré le coût supplémentaire engendré par l'organisation de la réunion de la CGPM en 2014 (environ 120 milliers d'euros), est dû à l'augmentation des produits opérationnels provenant notamment de dons, ainsi qu'à la hausse significative des souscriptions des Associés. Cette hausse est liée au fait que de nombreux Associés sont soumis au processus d'augmentation progressive de leur souscription et que trois États sont devenus Associés.

Je souhaiterais aussi signaler qu'en 2014, nous avons reçu un plus grand nombre de paiements en avance de contributions de 2015, ainsi que des paiements d'États Membres qui avaient des contributions arriérées. Ainsi, les flux de trésorerie des activités opérationnelles (avant les activités d'investissement) se sont élevés à 4 238 milliers d'euros en 2014 (contre 1 079 milliers d'euros en 2013), montant auquel a également contribué la vente de prototypes de masse.

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus dans le rapport annuel. Deux facteurs ont fait évoluer la base d'évaluation de la provision pour retraite de manière significative en 2014. D'une part, la table de mortalité a été modifiée, passant de la table ICSLT 2008 applicable aux organisations internationales et utilisée par le BIPM depuis 2011 aux tables TGF/TGH05 utilisées par les assureurs pour la population en France. Ce changement permet au BIPM de s'aligner sur la majorité des fonds de pension en France. Les tables TGF/TGH05 prévoient une espérance de vie plus longue, ce qui se traduit par une augmentation de la provision pour prestations définies d'environ 7,5 millions d'euros. D'autre part, le taux d'actualisation¹ a été réduit à 1,5 % en 2014 (en se fondant sur les obligations Iboxx corporates AA avec un terme à plus de 10 ans), au lieu de 3,36 % (en se fondant sur la courbe de rendement coupon zéro en France) en 2013 : cette modification reflète les conditions financières difficiles auxquelles est confrontée la zone euro et entraîne une hausse de la provision pour prestations définies d'environ 40 millions d'euros. Ces changements, auquel il convient d'ajouter des modifications dans le personnel du BIPM, ont fait augmenter la provision pour pensions de 72,3 millions d'euros à 116,0 millions d'euros. Le Sous-comité du CIPM sur la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et l'assurance-maladie a procédé à l'examen et à l'analyse des actifs et des passifs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et est en train d'élaborer des plans afin d'en assurer la stabilité financière à long terme.

¹ Voir les explications sur le taux d'actualisation ci-après.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2014

Exercice clos le 31 décembre 2014

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2014.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2014, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 29 mai 2015

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Actifs non courants			
Bâtiments	4	18 797	19 043
Équipements scientifiques et techniques	4	10 244	10 236
Immobilisations incorporelles	4	499	615
Autres immobilisations	4	1 467	1 264
Contributions des États Membres	6	1 022	1 785
Actifs financiers non courants	8	801	1 115
Prêts sociaux au personnel		153	171
Actifs non courants		32 983	34 229
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	5	253	747
Contributions des États Membres	6	765	1 050
Souscriptions des Associés		271	131
Autres créances	7	410	452
Charges constatées d'avance		274	124
Actifs financiers courants	8	283	1 013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	14 653	10 849
Actifs courants		16 909	14 366
Total Actifs		49 892	48 595
Actif net			
Résultat de l'exercice		(5 877)	195
Variation de juste valeur		(207)	(127)
Autres réserves		36 241	36 046
Actif net		30 157	36 114
Passifs non courants			
Avantages du personnel non courants	10	15 365	8 641
Avances faites par les États Membres	6	1 382	2 210
Passifs non courants		16 747	10 851
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	458	384
Avances faites par les États Membres	6	0	71
Dettes fournisseurs courantes		707	524
Autres créditeurs courants	11	1 823	651
Passifs courants		2 988	1 630
Total Passifs		19 735	12 481

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2014	2013
Produits opérationnels			
Contributions	12	11 885	11 744
Souscriptions	13	702	530
Autres produits	14	1 009	598
Total des produits opérationnels		13 596	12 872
Charges opérationnelles			
Personnel	10	6 145	6 208
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	6 961	(213)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 251	2 329
Services généraux	15	844	987
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		540	595
Maintenance des bâtiments		258	261
Autres charges opérationnelles	16	763	653
Total des charges opérationnelles		17 762	10 820
EBITDA		(4 166)	2 052
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite		2 795	2 265
Amortissement	4	(1 705)	(1 759)
Moins-value de cession d'immobilisations	4	(3)	(24)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	4	0	(50)
Résultat des activités opérationnelles		(5 874)	219
Charges financières		3	24
Résultat des activités ordinaires		(5 877)	195
Résultat de l'exercice		(5 877)	195

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2013	(3 654)	0	39 700
Affectation du résultat de l'exercice précédent	3 654		(3 654)
Variation de juste valeur	0	(127)	0
Résultat de l'exercice	195		
Solde au 31 décembre 2013	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur	0	(80)	0
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2014	2013
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		13 207	11 482
Souscriptions		603	419
Remboursement de TVA		490	282
Autres recettes		653	555
Personnel		(6 296)	(6 219)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 251)	(2 325)
Fournisseurs		(2 165)	(2 449)
Autres dépenses		0	(642)
Frais financiers		(3)	(24)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		4 238	1 079
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(1 453)	(1 416)
Recettes de ventes d'immobilisations		0	0
Transfert d'actifs financiers		1 019	(2 128)
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(434)	(3 544)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		10 849	13 314
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	14 653	10 849

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 55 au 31 décembre 2014, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

Le BIPM a pour mission d'assurer et de promouvoir la comparabilité mondiale des mesures, en fournissant notamment un système international d'unités cohérent essentiel pour :

- les découvertes et l'innovation scientifiques,
- la production industrielle et le commerce international,
- la préservation de la qualité de vie et de l'environnement.

Du fait de son caractère international et impartial, le BIPM joue un rôle unique qui lui permet de :

- coordonner la mise en œuvre et l'amélioration du système mondial de mesure afin de garantir l'exactitude et la comparabilité des résultats de mesure,
- entreprendre certaines activités scientifiques et techniques qui sont plus efficacement menées, dans ses laboratoires, en commun au nom des États Membres,
- promouvoir l'importance de la métrologie pour la science, l'industrie et la société, notamment en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux et en participant à des forums internationaux.

Le rôle unique du BIPM lui permet de remplir sa mission en mettant en place l'infrastructure technique et organisationnelle du Système international d'unités (SI) qui constitue le fondement de la traçabilité des résultats de mesure au niveau international.

Le BIPM accomplit sa mission en menant des activités techniques dans ses laboratoires et en effectuant un travail de coordination internationale.

Les objectifs du BIPM sont les suivants:

- établir et maintenir des étalons de référence appropriés, utilisés pour conduire, au plus haut niveau métrologique, un nombre limité de comparaisons clés internationales ;
- coordonner les comparaisons internationales des étalons de mesure nationaux par l'intermédiaire des Comités consultatifs du Comité international des poids et mesures (CIPM), en jouant le rôle de laboratoire pilote pour certaines comparaisons considérées prioritaires et en menant les travaux scientifiques requis pour ce faire ;
- proposer certains services d'étalonnage aux États Membres ;
- coordonner des activités entre les laboratoires nationaux de métrologie des États Membres, notamment par l'intermédiaire de l'Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM (CIPM MRA), et leur fournir des services techniques afin de soutenir leur travail ;
- collaborer, selon les besoins, avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux, directement ou par l'intermédiaire de comités communs ;

- organiser des réunions scientifiques visant à identifier les évolutions futures du système mondial de mesure qui seront nécessaires pour répondre aux exigences actuelles et à venir en matière de mesures dans l'industrie, les sciences et la société ;
- informer, par le biais de publications et réunions, la communauté scientifique, le grand public et les décideurs sur les questions liées à la métrologie et à ses avantages.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé quadrimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2014 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers). De plus, les normes suivantes ont été appliquées par anticipation :

IPSAS 33 – Première application des normes IPSAS d'engagement

IPSAS 34 – Etats financiers individuels

IPSAS 35 – Etats financiers consolidés

IPSAS 36 – Investissements dans les entités associées et co-entreprises

IPSAS 37 – Partenariats

IPSAS 38 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Ces normes ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers.

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « *x* » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation ne n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés pro rata temporis, par référence au principal encours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les douze ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devrait représenter 35 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir ainsi que des contributions pour ledit exercice financier des États qui ont adhéré à la Convention du Mètre après l'adoption de ladite dotation et au plus tard le 31 décembre de l'exercice en cours ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la

retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Note 3 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuinaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons et équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel de bureau	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2013	1 175	18 223	995	153	130	870	517	485	1 235	23 783	21 348	45 131
Amortissements cumulés	(526)	(9 062)	(583)	(133)	(114)	(765)	(287)	0	0	(11 470)	(2 255)	(13 725)
Valeur nette comptable au 01/01/2013	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Acquisitions	59	692	26	0	2	91	14	0	122	1 005	579	1 584
Cessions – valeurs brutes	0	(23)	0	0	0	(64)	0	0	0	(87)	(87)	(174)
Amortissement	(174)	(836)	(45)	(7)	(6)	(57)	(20)	0	0	(1 145)	(614)	(1 759)
Cessions – amortissements cumulés	0	14	0	0	0	64	0	0	0	78	72	150
Dépréciation	(50)	0	0	0	0	0	0	0	0	(50)	0	(50)
Autres variations	130	0	0	0	0	0	0	0	(130)	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2013	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Valeur brute au 01/01/2014	1 314	18 893	1 020	153	130	897	531	485	1 227	24 652	21 840	46 492
Amortissements cumulés	(699)	(9 884)	(628)	(140)	(120)	(758)	(307)	0	0	(12 537)	(2 797)	(15 334)
Valeur nette comptable au 01/01/2014	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Acquisitions	7	810	15	3	12	304	36	0	0	1 187	371	1 558
Cessions – valeurs brutes	0	(109)	0	0	0	(8)	0	0	0	(117)	(0)	(117)
Amortissement	(123)	(800)	(47)	(8)	(7)	(83)	(20)	0	0	(1 088)	(617)	(1 705)
Cessions – amortissements cumulés	0	107	0	0	0	7	0	0	0	114	0	114
Dépréciation	(0)	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	(0)
Autres variations	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2014	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Valeur brute au 31/12/2014	1 321	19 594	1 035	156	142	1 193	567	485	1 227	25 720	22 211	47 931
Amortissements cumulés	(822)	(10 577)	(675)	(148)	(127)	(834)	(327)	0	0	(13 510)	(3 414)	(16 924)

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

L'événement majeur de 2013 est l'introduction officielle de l'UTC rapide, évalué à 170 milliers d'euros, le 1^{er} juillet 2013, qui était comptabilisé en tant qu'équipement scientifique en développement au

31 décembre 2012. C'est pourquoi une dépréciation complémentaire de T-soft de 50 milliers d'euros avait été comptabilisée en 2013 afin de réduire sa valeur comptable de 220 milliers d'euros à 170 milliers d'euros.

Étalons et équipements scientifiques

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent à 99 milliers d'euros en 2013 et à 62 milliers d'euros en 2014.

Le 14 novembre 2014, le BIPM a inauguré un nouveau laboratoire de chimie résultant d'un accord de collaboration avec le NMIJ/AIST (Japon). La pièce centrale de ce nouveau laboratoire est un instrument NMR 400MHz donné au BIPM par Jeol France, évalué à 220 milliers d'euros.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2014, de 27 sources scellées dont il a actuellement l'usage. Aucune provision pour démontage et enlèvement de ces sources ne figure dans les états financiers du BIPM car il existe une incertitude tant sur le montant que sur la date de démontage et d'enlèvement de ces sources, ce qui ne permet pas de satisfaire aux conditions de comptabilisation d'une provision.

Matériel informatique

En 2014, le BIPM a finalisé l'aménagement d'une salle informatique dans l'Observatoire, afin de mettre en place un système de sauvegarde et de stockage de données informatiques amélioré, conçu pour dupliquer le système principal, afin de prévenir tout risque de panne matérielle, via l'utilisation de serveurs virtualisés, pour 219 milliers d'euros.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernent essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 866 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014.

Bâtiments

En 2014, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le nouveau laboratoire pour l'instrument NMR dans le bâtiment des lasers,
- le réaménagement de bureaux du Pavillon de Breteuil pour le département des masses,
- le réaménagement de bureaux de l'Observatoire pour le département du temps,
- la reconfiguration et le réaménagement des bureaux du niveau N-2 du Nouveau Pavillon pour les équipes du Bureau du Directeur,
- et l'installation de nouveaux grillages autour du site du BIPM.

En 2013, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- l'achèvement de la rénovation de la toiture du Pavillon de Breteuil,
- l'achèvement de la transformation de deux salles de l'Observatoire pour l'aménagement d'une salle informatique,
- la création d'un nouveau réseau informatique de fibre optique sur le site,

- et la création d'une plateforme sur le toit du bâtiment des lasers pour le Département du temps.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions du poste Bâtiments s'élevaient à 75 milliers d'euros en 2013 et 102 milliers d'euros en 2014.

En 2013, la principale sortie du poste Bâtiments a concerné l'ancienne toiture du Pavillon de Breteuil à la suite de sa rénovation en 2012-2013.

Note 5 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	193	680
Accessoires pour prototypes	10	17
Travaux en cours	43	43
Autres	7	7
Total des stocks et travaux en cours	253	747

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Au 1^{er} janvier	747	488
Mouvement de l'exercice	(494)	259
Au 31 décembre	253	747

Le BIPM a acheté du platine iridié en 2013 afin de produire six nouveaux prototypes de masse. 5 prototypes de masse ont été vendus, et 1 a été immobilisé en tant qu'étalon de masse en 2014.

En 2014, les matières premières, essentiellement de l'or (3,2 kg) et du platine iridié (2,2 kg), qui étaient sous une forme non directement exploitable par le BIPM, ont été échangées contre une barre de platine iridié destiné à produire des nouveaux prototypes de masse. Cette transaction avec Johnson Matthey a été faite à un coût quasiment nul pour le BIPM. En conséquence, au 31 décembre 2014, les stocks de matières premières de platine iridié ont été évalués à la valeur nette de réalisation, c'est-à-dire au prix de vente net utilisé en 2014 pour la transaction avec Johnson Matthey, qui était inférieur au coût d'achat.

Note 6 Contributions des États Membres

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013 (part non courante)	31 décembre 2013 (part courante)	31 décembre 2013 Total Valeur actualisée	31 décembre 2013 Total Valeur nominale
République dominicaine	810	170	980	1 148
République islamique d'Iran	975	393	1 368	1 422
Autres États Membres	0	487	487	487
Total des Contributions des États Membres	1 785	1 050	2 835	3 057

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014 (part non courante)	31 décembre 2014 (part courante)	31 décembre 2014 Total Valeur actualisée	31 décembre 2014 Total Valeur nominale
République islamique d'Iran	1 022	26	1 048	1 055
Autres États Membres	0	739	739	739
Total des Contributions des États Membres	1 022	765	1 787	1 794

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013 (part non courante)	31 décembre 2013 (part courante)	31 décembre 2013 Total Valeur actualisée	31 décembre 2013 Total Valeur nominale
République dominicaine	903	0	903	1 099
République islamique d'Iran	1 307	71	1 378	1 463
Total des Avances faites par les États Membres	2 210	71	2 281	2 562

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014 (part non courante)	31 décembre 2014 (part courante)	31 décembre 2014 Total Valeur actualisée	31 décembre 2014 Total Valeur nominale
République islamique d'Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total des Avances faites par les États Membres	1 382	0	1 382	1 307

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014) et à la République islamique d'Iran.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élevaient à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes en 2012. Les Avances qui leur avaient été faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion

(2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août 2012 pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros. Toutefois la République dominicaine n'a pas payé les montants convenus et a été automatiquement exclue le 31 décembre 2014. Sa Contribution restant due de 1 204 milliers d'euros a été comptabilisée en pertes en 2014 et les Avances qui lui avaient été faites par les autres États Membres de 1 155 milliers d'euros ont été décomptabilisées en 2014. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels. En ce qui concerne la République islamique d'Iran, un amendement à l'accord de rééchelonnement a été signé le 14 novembre 2014. Afin de permettre à la CGPM d'examiner dûment la situation de la République islamique d'Iran lors de sa 26e réunion, le CIPM a décidé de geler de façon provisoire les effets de l'accord de rééchelonnement conclu en 2012 par voie d'un avenant qui requiert, entre autres, que la République islamique d'Iran maintienne la continuité dans le paiement de sa contribution d'État Membre dans le courant de l'année concernée. Les montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement, qui s'élèvent à 337 milliers d'euros ont été conservées en fonds bloqués (voir note 9).

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Créance de TVA	365	418
Autres créances	45	34
Total des Autres créances	410	452

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2014
Obligations (part courante)	283	0	283
Obligations (part non courante)	719	82	801
Total	1 002	82	1 084

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2013
Obligations (part courante)	517	496	1 013
Obligations (part non courante)	1 014	101	1 115
Total	1 531	597	2 128

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2014
Trésorerie	1 837	695	225	4	20	1	2 782
Équivalents de trésorerie	11 846	25	-	-	-	-	11 871
Total	13 683	720	225	4	20	1	14 653

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2013
Trésorerie	831	211	261	4	22	2	1 331
Équivalents de trésorerie	9 518	-	-	-	-	-	9 518
Total	10 349	211	261	4	22	2	10 849

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	650	308
Factures non parvenues au 31 décembre	80	91
Fournisseurs à payer	707	524
Dettes - Prestations liées au personnel	458	384
Créditeurs divers	101	263
Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	4
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 595	293
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	47	0
Paiement du Cameroun – avance faite au Cameroun à rembourser aux autres États Membres	14	0
Paiement de la République islamique d'Iran – avance faite à la République islamique d'Iran à rembourser aux autres États Membres	0	71
Paiement de la République islamique d'Iran – montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement	337	0
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Caisse des prêts sociaux	0	109
Fonds de Réserve	4 136	4 126
Fonds non réservés (ex-Fond d'Investissement)	6 289	4 434
Total	14 653	10 849

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2014	2013
Traitements	4 770	4 797
Allocations familiales et sociales	1 014	996
Charges sociales	353	506
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	172	83
Charges de personnel courantes	6 309	6 382
Production immobilisée de l'exercice	(164)	(174)
Charges de personnel opérationnelles	6 145	6 208
Variation de la provision pour assurance maladie	6 847	(215)
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	114	2
Total des charges de personnel	13 106	5 995

Effectifs

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	70	72
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	3	3
Personnel en détachement au BIPM	4	2
Total des effectifs	77	77

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 251 milliers d'euros en 2014 et 2 329 milliers d'euros en 2013.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Provision pour congés annuels	386	359
Provision pour indemnité de départ à la retraite	50	22
Autres avantages du personnel courants	22	3
Total des avantages du personnel courants	458	384

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Provision pour indemnité de départ à la retraite	315	271
Provision pour assurance maladie	15 050	8 370
Total des avantages du personnel non courants	15 365	8 641

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2009. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	15 050	8 370
Provision pour assurance maladie	15 050	8 370
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	274	345
Intérêts sur l'obligation	300	274
(Gains) pertes actuariels	6 273	(834)
Variation de la provision pour assurance maladie	6 847	(215)
<i>Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)</i>		
Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	1,5 %	3,58 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,5 %	3,8 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	19 876	11 633

Note 11 Autres créditeurs courants

Le détail des Autres créditeurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 595	293
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	47	0
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	4
Autres	181	354
Total des Autres créditeurs courants	1 823	651

Note 12 Contributions

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Contributions	11 885	11 744
Total	11 885	11 744

Contributions

Rappel relatif à l'exercice 2013 : Le montant total des contributions comptabilisé en 2013 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2013 car la République de Colombie et la République d'Irak sont devenus États Membres le 6 février 2013 et le 20 août 2013 respectivement. Le BIPM leur a notifié leur contribution d'entrée comptabilisée en Autres produits (voir Note 14) ainsi que leur contribution pour 2013.

Note 13 Souscriptions des Associés

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Souscriptions des Associés	702	530

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2014 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2014 car le Grand-Duché du Luxembourg, la République du Soudan et la République du Yémen ont acquis le statut d'Associé à la CGPM le 29 janvier 2014, le 26 juin 2014 et le 21 juillet 2014 respectivement et se sont vu notifier leur souscription pour 2014.

Il en est de même en 2013 car la Mongolie a acquis le statut d'Associé à la CGPM le 7 août 2013 et s'est vu notifier sa souscription pour 2013.

Note 14 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	125	120
Produits d'intérêt	95	208
Contribution d'entrée des nouveaux États Membres	0	111
Dons	271	55
Frais d'inscription réunions	8	17
Variation de juste valeur des actifs financiers	55	0
Vente de prototypes	364	0
Désactualisation financière	0	45
Produits d'écart de change	52	0
Autres	39	42
Total des autres produits	1 009	598

Contribution d'entrée des nouveaux États Membres

La République de Colombie et la République d'Irak, devenues États Membres le 6 février 2013 et le 20 août 2013 respectivement, se sont vu notifier leur contribution d'entrée en 2013.

Dons

Le BIPM a reçu un don en 2013 et en 2014 pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 55 milliers d'euros et 51 milliers d'euros respectivement.

Le BIPM a reçu un instrument NMR 400MHz pour son nouveau laboratoire de chimie, donné au BIPM par Jeol France, évalué à 220 milliers d'euros en 2014.

Vente de prototypes

Le BIPM a vendu 3 prototypes et une pile de disques au NIST (États-Unis) ainsi qu'1 prototype et une pile de disques au NRC (Canada) en 2014.

Note 15 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	161	357
Assurances	36	37
Publications	11	30
Frais de bureau	125	127
Frais de réunions	207	87
Voyages et transport de matériel	199	231
Bibliothèque	72	75
Bureau du Comité	33	43
Total des services généraux	844	987

Les charges de chauffage, eau, électricité ont diminué par rapport à 2013 car le compteur électrique défaillant a été remplacé et le BIPM a reçu des remboursements s'élevant à 60 milliers d'euros de la compagnie d'électricité en 2014.

En 2014, les frais de réunions ont été plus élevés qu'en 2013, notamment en raison de la tenue de la 25e réunion de la Conférence générale des poids et mesures.

Note 16 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	494	(260)
Platine iridié	3	260
Audit/revue	122	131
Désactualisation financière	27	47
Charges d'écarts de change	0	76
Autres	117	399
Total des autres charges opérationnelles	763	653

EXÉCUTION DU BUDGET 2014

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2014	Budget 2014	Différence
<i>PRODUITS/REVENUE</i>	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 885	11 805	80
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	95	200	(105)
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	411	200	211
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	702	570	132
5. <i>Metrologia</i>	125	110	15
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 218	12 885	333
<hr/>			
<i>CHARGES/EXPENSES</i>			
<i>A. Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>			
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 770	4 840	(70)
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 186	1 265	(79)
A.3 Charges sociales / <i>Social contributions</i>	353	600	(247)
	6 309	6 705	(396)
<i>B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>			
	2 251	2 251	0
<i>C. Services généraux/Operating expenses</i>			
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	161	400	(239)
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	38	38	0
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	11	17	(6)
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	127	138	(11)
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	208	190	18
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	202	219	(17)
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	74	121	(47)
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	33	41	(8)
	854	1 164	(310)
<i>D. Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	712	600	112
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	1 369	800	569
	2 081	1 400	681
<i>E. Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	279	300	(21)
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	367	600	(233)
	646	900	(254)
<i>F. Divers/Miscellaneous</i>			
	168	50	118
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 309	12 470	(161)
<hr/>			
<i>SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT</i>	909	415	494
<i>G. Amortissement/Depreciation and amortization</i>			
	1 705	1 800	(95)
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A,B,C,D1,E1,F,G)	12 278	12 870	(592)
<hr/>			
RÉSULTAT NET/NET RESULT	940	15	925

Le budget de l'année 2014 a été voté par le CIPM lors de sa 102^e réunion en octobre 2013. Il incluait un total de dépenses pour 2014 d'un montant de 12 870 milliers d'euros et un total de produits de 12 885 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2014 fait ressortir un résultat net de 940 milliers d'euros.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2014 (EUROS)

	DATE DES VERSEMENTS	AU TITRE DES ANNÉES					
		2011	2012	2013	2014	2015	
Afrique du Sud	29 décembre				55 698,00		
Allemagne	29 juillet				882 307,00		
Arabie saoudite							
Argentine							
Australie	22 janvier				307 857,00		
Autriche	4 février				103 426,00		
Autriche	17 décembre					113 907,00	
Belgique	12 mars				128 652,00		
Brésil	27 octobre				593 207,00		
Bulgarie	14 mars				55 764,00		
Canada	23 janvier				382 891,00		
Canada	29 décembre					424 778,00	
Chili	15 avril				34 126,82		
Chine	26 mars				361 184,50		
Chine	4 novembre				630 790,50		
Colombie	28 avril				56 126,00		
Croatie	29 décembre				44 126,00		
Danemark	10 février				84 701,00		
Égypte	25 février				55 764,00		
Égypte	4 mars			54 686,91			
Espagne	12 août				385 586,00		
États-Unis d'Amérique	9 mai				332 132,00		
États-Unis d'Amérique	23 décembre				774 976,00		
Fédération de Russie	28 mars				184 448,46		
Fédération de Russie	22 juillet				83 711,34		
Fédération de Russie	5 décembre				162 986,39		
Finlande	8 mai				65 063,00		
France	31 janvier				702 980,00		
Grèce	20 mai				83 090,00		
Grèce	12 décembre			95 631,00			
Hongrie	4 novembre				55 764,00		
Inde	7 novembre				112 068,00		
Indonésie	5 novembre				55 764,00		
Irak (République d')	27 août				56 126,00		
Iran (République islamique d')	20 novembre				56 126,00		
Iran (République islamique d')	10 décembre			55 570,00			
Irlande	22 décembre					59 327,00	
Israël	23 janvier			54 901,57			
Italie	22 février				542 150,00		
Japon	8 avril				1 107 108,00		
Kazakhstan	13 juin				55 997,00		
Kenya	24 janvier				56 126,00		
Malaisie	7 août				56 126,00		
Mexique	1 ^{er} avril				184 695,00		
Norvège	31 décembre					121 026,00	
Nouvelle-Zélande	9 mai				56 126,00		
Pakistan							
Pays-Bas	5 février				203 235,00		
Pologne	28 mars				34 330,00		
Pologne	24 décembre					76 000,00	
Pologne	30 décembre					55 705,00	
Portugal	20 octobre				60 500,00		
République de Corée	16 septembre				240 897,00		
République dominicaine							
République tchèque	10 avril				55 709,00		
Roumanie	2 avril				55 764,00		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	9 janvier				521 313,00		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 décembre					738 022,00	
Serbie	11 février				56 126,00		
Singapour	29 janvier				56 126,00		
Slovaquie	27 juin				55 709,00		
Suède	14 février				118 090,00		
Suisse	19 février				134 682,00		
Thaïlande	16 septembre				55 764,00		
Tunisie	14 novembre				56 126,00		
Turquie	6 juin				283 962,00		
Uruguay	26 mars			55 242,42			
Uruguay	23 octobre				55 764,00		
Venezuela (République bolivarienne du)							
						TOTAL	
		0,00	0,00	316 031,90	10 989 867,01	1 588 765,00	12 894 663,91

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES				
	2011 et antérieures	2012	2013	2014	
Afrique du Sud					
Allemagne					
Arabie saoudite				126 238,00	
Argentine				64 650,00	
Australie					
Autriche					
Belgique					
Brésil					
Bulgarie					
Canada					
Chili					
Chine					
Colombie					
Croatie				12 000,00	
Danemark					
Égypte					
Espagne					
États-Unis d'Amérique					
Fédération de Russie				19 993,81	
Finlande					
France					
Grèce					
Hongrie			53 903,97		
Inde					
Indonésie					
Irak (République d')					
Iran (République islamique d')					
Iran (République islamique d') - Contributions réparties entre les autres États	1 054 317,66				
Irlande					
Israël				56 126,00	
Italie					
Japon					
Kazakhstan					
Kenya					
Malaisie					
Mexique					
Norvège					
Nouvelle-Zélande					
Pakistan			54 802,94	55 926,00	
Pays-Bas					
Pologne					
Portugal					
République de Corée					
République dominicaine					
République dominicaine - Contributions réparties entre les autres États					
République tchèque					
Roumanie					
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord					
Serbie					
Singapour					
Slovaquie					
Suède					
Suisse					
Thaïlande					
Tunisie					
Turquie					
Uruguay					
Venezuela (République bolivarienne du)		54 026,50	55 036,06	118 444,00	
					TOTAL
Total	1 054 317,66	54 026,50	163 742,97	453 377,81	1 725 464,94
Contributions pour 2014				11 734 189,00	
Contributions restant dues (%)				4%	

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2014 (EUROS)

Associés	DATE DES VERSEMENTS	AU TITRE DE				
		2012	2013	2014	2015	
Albanie	13 mai		11 577,00			
Albanie	22 octobre			11 693,00		
Azerbaïdjan	10 octobre				11 810,00	
Bangladesh						
Bélarus	18 mars			8 000,00		
Bélarus	30 juillet			20 866,00		
Bolivie (État plurinational de)	11 juillet			11 693,00		
Bosnie-Herzégovine	14 février			11 693,00		
Botswana	23 octobre			11 693,00		
CARICOM	14 août			8 904,00	358,00	
Costa Rica	31 juillet			26 864,00		
Cuba	8 janvier	10 067,00	1 952,00			
Cuba	16 décembre		16 340,00			
Équateur	7 juillet			27 531,00		
Estonie	23 janvier			11 693,00		
Ex-République yougoslave de Macédoine						
Géorgie	13 février			11 693,00		
Géorgie	31 décembre				11 810,00	
Ghana						
Hong Kong, Chine	30 janvier			25 240,00		
Hong Kong, Chine	16 décembre				23 386,00	
Jamaïque						
Lettonie	19 décembre			27 865,00		
Lituanie	17 juin			27 978,00		
Luxembourg	29 janvier			11 693,00		
Malte	3 mars			11 693,00		
Maurice	25 février			11 693,00		
Mongolie						
Monténégro	6 mars			11 693,00		
Namibie						
Oman						
Panama	8 mai			25 529,00		
Paraguay	20 mars		11 577,00			
Paraguay	8 décembre			11 693,00		
Pérou	27 février			19 963,00		
Philippines						
République arabe syrienne	18 mars			11 693,00		
République de Moldova	21 juillet			11 693,00		
Seychelles	21 janvier			11 693,00		
Slovénie	23 juillet			19 761,00		
Slovénie	19 décembre			8 000,00		
Soudan	26 juin			11 693,00		
Sri Lanka						
Taipei chinois	26 mars			43 617,00		
Ukraine						
Viet Nam	22 août			27 309,00		
Yémen	16 mai			11 693,00		
Zambie						
Zimbabwe						
					TOTAL	
Versements effectués en 2014		10 067,00	41 446,00	504 515,00	47 364,00	603 392,00

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (EUROS)

Associés	AU TITRE DE			
	2012	2013	2014	
Albanie				
Bangladesh			11 693,00	
Bélarus				
Bolivie (État plurinational de)				
Bosnie-Herzégovine				
Botswana				
CARICOM				
Costa Rica				
Cuba			26 607,00	
Équateur				
Estonie				
Ex-République yougoslave de Macédoine		4 987,00	11 693,00	
Géorgie				
Ghana			11 693,00	
Hong Kong, Chine				
Jamaïque		14 587,00	23 860,00	
Lettonie				
Lituanie				
Luxembourg				
Malte				
Maurice				
Mongolie			11 693,00	
Monténégro				
Namibie		11 577,00	11 693,00	
Oman			16 929,00	
Panama				
Paraguay				
Pérou				
Philippines			30 304,00	
République arabe syrienne				
République de Moldova				
Seychelles				
Slovénie				
Soudan				
Sri Lanka				
Taipei chinois				
Ukraine		20 144,00	29 418,00	
Viet Nam				
Yémen				
Zambie			11 693,00	
Zimbabwe		11 577,00	11 693,00	
			TOTAL	
Total	0,00	62 872,00	208 969,00	271 841,00

7. — BUDGET POUR 2015

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 980
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	100
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	150
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	825
5. <i>Metrologia</i>	120
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 175
CHARGES/EXPENSES	
<i>A. Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 888
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 270
A.3 Charges sociales/ <i>Social contributions</i>	625
	6 783
<i>B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 400
<i>C. Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	250
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	40
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	20
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	140
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	140
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	215
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	120
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	40
	965
<i>D. Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	610
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	800
	1 410
<i>E. Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	310
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	600
	910
<i>F. Divers/Miscellaneous</i>	90
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)	12 558
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	
	617
<i>G. Amortissement/Depreciation and amortization</i>	
	1 800
<i>H. Variation de la provision pour assurance maladie/Change on provision for health care</i>	
	170
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A,B,C,D1,E1,G,H)	13 128
RÉSULTAT NET/NET RESULT	47

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2015

<i>États Membres</i>	Barème ONU 2013-2015 (en pourcentage)	Pourcentage de répartition	Contribution sur la base de 11 810 000 euros	Répartition République dominicaine 2013**	Contribution nette pour 2015 (en euros)
Afrique du Sud *	0,372	0,48	56 688	265	56 953
Allemagne.....	7,141	8,57	1 012 117	4 740	1 016 857
Arabie saoudite.....	0,864	1,04	122 824	575	123 399
Argentine.....	0,432	0,52	61 412	288	61 700
Australie.....	2,074	2,49	294 069	1 377	295 446
Autriche.....	0,798	0,96	113 376	531	113 907
Belgique.....	0,998	1,20	141 720	664	142 384
Brésil.....	2,934	3,52	415 712	1 947	417 659
Bulgarie *	0,047	0,48	56 688	265	56 953
Canada.....	2,984	3,58	422 798	1 980	424 778
Chili *	0,334	0,48	56 688	265	56 953
Chine.....	5,148	6,18	729 858	3 418	733 276
Croatie *	0,126	0,48	56 688	265	56 953
Danemark.....	0,675	0,81	95 661	448	96 109
Egypte *	0,134	0,48	56 688	265	56 953
Espagne.....	2,973	3,57	421 617	1 974	423 591
Etats-Unis d'Amérique *	22,000	9,53	1 125 493	5 271	1 130 764
Fédération de Russie.....	2,438	2,93	346 033	1 620	347 653
Finlande.....	0,519	0,62	73 222	343	73 565
France.....	5,593	6,72	793 632	3 716	797 348
Grèce.....	0,638	0,77	90 937	426	91 363
Hongrie *	0,266	0,48	56 688	265	56 953
Inde.....	0,666	0,80	94 480	442	94 922
Indonésie *	0,346	0,48	56 688	265	56 953
Iran (Rép. islamique d') *	0,356	0,48	56 688	265	56 953
Irlande.....	0,418	0,50	59 050	277	59 327
Israël *	0,396	0,48	56 688	265	56 953
Italie.....	4,448	5,34	630 654	2 953	633 607
Japon *	10,833	9,53	1 125 493	5 271	1 130 764
Kazakhstan *	0,121	0,48	56 688	265	56 953
Kenya *	0,013	0,48	56 688	265	56 953
Malaisie *	0,281	0,48	56 688	265	56 953
Mexique.....	1,842	2,21	261 001	1 222	262 223
Norvège.....	0,851	1,02	120 462	564	121 026
Nouvelle-Zélande *	0,253	0,48	56 688	265	56 953
Pakistan *	0,085	0,48	56 688	265	56 953
Pays-Bas.....	1,654	1,99	235 019	1 101	236 120
Pologne.....	0,921	1,11	131 091	614	131 705
Portugal.....	0,474	0,57	67 317	315	67 632
République de Corée.....	1,994	2,39	282 259	1 322	283 581
République dominicaine *	0,045	0,48	56 688	265	56 953
République tchèque *	0,386	0,48	56 688	265	56 953
Roumanie *	0,226	0,48	56 688	265	56 953
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.....	5,179	6,22	734 582	3 440	738 022
Serbie *	0,040	0,48	56 688	265	56 953
Singapour *	0,384	0,48	56 688	265	56 953
Slovaquie *	0,171	0,48	56 688	265	56 953
Suède.....	0,960	1,15	135 815	636	136 451
Suisse.....	1,047	1,26	148 806	697	149 503
Taïlande *	0,239	0,48	56 688	265	56 953
Turquie.....	1,328	1,59	187 779	879	188 658
Uruguay *	0,052	0,48	56 688	265	56 953
Venezuela (République bolivarienne du).....	0,627	0,75	88 575	415	88 990
Totaux.....		100,00	11 810 000	55 305	11 865 305
<i>États ayant adhéré après la Vingt-quatrième réunion de la Conférence générale (2011)</i>					
Colombie *	0,259	0,48	56 688		56 688
Irak *	0,068	0,48	56 688		56 688
Tunisie *	0,036	0,48	56 688	265	56 953
Totaux.....			11 980 063	55 570	12 035 633

* État Membre au maximum ou au minimum de la contribution.

** Contribution répartie entre les États Membres au 1^{er} janvier 2013

**9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES
ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2015**

	Barème ONU 2013-2015 (en pourcentage)	Coefficient BIPM 2015 (en pourcentage)	Souscription nette pour 2015 (en euros)
Albanie.....	0,010	0,166	19 652
Bangladesh.....	0,010	0,100	11 810
Bélarus.....	0,056	0,299	35 336
Bolivie (Etat plurinational de).....	0,009	0,100	11 810
Bosnie-Herzégovine.....	0,017	0,100	11 810
Botswana.....	0,017	0,100	11 810
CARICOM.....	0,065	0,078	9 219
Costa Rica.....	0,038	0,299	35 336
Cuba.....	0,069	0,299	35 336
Equateur.....	0,044	0,299	35 336
Estonie.....	0,040	0,100	11 810
Ex-République yougoslave de Macédoine.....	0,008	0,166	19 652
Géorgie.....	0,007	0,100	11 810
Ghana.....	0,014	0,100	11 810
Hong Kong, Chine.....	0,165	0,198	23 386
Jamaïque.....	0,011	0,299	35 336
Lettonie.....	0,047	0,299	35 336
Lituanie.....	0,073	0,299	35 336
Luxembourg.....	0,081	0,100	11 810
Malte.....	0,016	0,100	11 810
Maurice.....	0,013	0,100	11 810
Mongolie.....	0,003	0,100	11 810
Monténégro.....	0,005	0,100	11 810
Namibie.....	0,010	0,100	11 810
Oman.....	0,102	0,123	14 467
Panama.....	0,026	0,299	35 336
Paraguay.....	0,010	0,100	11 810
Pérou.....	0,117	0,141	16 595
Philippines.....	0,154	0,185	21 843
République arabe syrienne.....	0,036	0,100	11 810
République de Moldova.....	0,003	0,166	19 652
Seychelles.....	0,001	0,100	11 810
Slovénie.....	0,100	0,307	36 285
Soudan.....	0,010	0,100	11 810
Sri Lanka.....	0,025	0,100	11 810
TAIPEI chinois.....	0,297	0,357	42 114
Ukraine.....	0,099	0,307	36 228
Viet Nam.....	0,042	0,299	35 336
Yémen.....	0,010	0,100	11 810
Zambie.....	0,006	0,100	11 810
Zimbabwe.....	0,002	0,100	11 810
Totaux.....		6,987	825 123

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2014

Exercice clos le 31 décembre 2014

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2014.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2014, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en terme de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 29 mai 2015

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	14 651	11 596
Actifs non courants		14 651	11 596
Actifs courants			
Actifs du régime	9	635	1 018
Autres créances	10	0	17
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	1 711	3 797
Actifs courants		2 346	4 832
Total Actifs		16 997	16 428
Actif net			
Résultat de l'exercice		(43 247)	10 897
Variation de juste valeur		1 677	1 627
Autres réserves		(57 560)	(68 457)
Actif net		(99 130)	(55 933)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	108 081	67 350
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	4 905	2 141
Passifs non courants		112 986	69 491
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	2 988	2 800
Autres dettes	11	153	70
Passifs courants		3 141	2 870
Total Passifs		116 127	72 361

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2014	2013
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 251	2 328
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	486	491
Produits des placements	9	314	417
Autres produits opérationnels	12	457	2
Total des produits opérationnels		3 508	3 238
Charges opérationnelles			
Pensions	7	2 965	2 858
Variation de la provision pour pensions	8	43 771	(10 556)
Autres charges opérationnelles	13	19	39
Total des charges opérationnelles		46 755	(7 659)
Résultat des activités opérationnelles		(43 247)	10 897
Charges financières			
Résultat des activités ordinaires		(43 247)	10 897
Résultat de l'exercice		(43 247)	10 897

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2013	(10 105)	1 882	(58 352)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	10 105		(10 105)
Variation de juste valeur		(255)	
Résultat de l'exercice	10 897		
Solde au 31 décembre 2013	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		(10 897)
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2014	2013
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		2 251	2 325
Cotisations des membres du personnel du BIPM		486	494
Pensions		(2 965)	(2 789)
Autres charges opérationnelles		(19)	(4)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(247)	26
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		(6 040)	
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		3 877	1 984
Produits des placements		324	411
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(1 839)	2 395
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		(2 086)	2 421
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	1 711	3 797

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire de 10 % prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2014 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers), ainsi que les normes suivantes qui ont été appliquées par anticipation. :

IPSAS 33 – Première application des normes IPSAS d'engagement

IPSAS 34 – Etats financiers individuels

IPSAS 35 – Etats financiers consolidés

IPSAS 36 – Investissements dans les entités associées et co-entreprises

IPSAS 37 – Partenariats

IPSAS 38 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Elles ne sont pas applicable aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers.

Les normes suivantes, qui remplacent IPSAS 15 sur les instruments financiers et qui sont d'application

IAS 26 – Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite (01/87 – reformatée en 1994) a été appliquée, sauf pour les dispositions relatives aux instruments financiers couvertes par IPSAS 28, 29 et 30.

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté sont indiquées dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées

sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe deux règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, l'autre applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010.

En 2014, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35 ans.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,02 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,019 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 328 milliers d'euros en 2013 et 2 251 milliers d'euros en 2014.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires, de 10 % en 2013 et en 2014, prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité, s'élèvent à 491 milliers d'euros en 2013 et 486 milliers d'euros en 2014.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	50	50
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	23	25
Total des effectifs	73	75

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 2 858 milliers d'euros en 2013 et 2 965 milliers d'euros en 2014.

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Pensions de retraite	54	53
Pensions de réversion	9	7
Pensions différées	4	4
Pensions d'orphelin	4	4
Allocations d'invalidité	2	2
Total du nombre de pensions servies	73	70

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	52 853	36 725
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	2 988	2 800
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	55 228	30 625
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	111 069	70 150
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	4 905	2 141
Provision pour pensions	115 974	72 291
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	2 231	2 933
Charge d'intérêt	2 380	2 489
Prestations payées	(2 965)	(2 858)
(Gains) pertes actuariels	42 125	(13 121)
Variation de la provision pour pensions	43 771	(10 556)
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Valeur du point	1,1381 (2015)	1,1201 (2013)
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+ en 2014, courbe de rendement coupon zéro en 2013)	1,5 %	3,36 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,8 %	1,5 %
Taux de cotisation (en % de la masse salariale)	56 %	56 %
Taux d'inflation (à long terme)	1,8 %	1,8 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés (Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)	TGF/TGH05	ICSLT 2008
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particuliers	Retraite à taux plein sauf cas particuliers
Type de départ	A l'initiative du membre du personnel	A l'initiative du membre du personnel
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du <i>point</i>	Égale à celle du <i>point</i>
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée en 2013 est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Les tables de mortalité utilisées en 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (THH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire. Cette hypothèse est plus conservatrice et présente une situation dégradée par rapport à aux résultats de 2013 qui utilisaient la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe (ICSLT 2008). Cette dernière fait apparaître une espérance de vie plus courte que les tables de mortalité françaises et est basée sur une plus petite population.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2013 :

Pour les membres du personnel actifs et pensionnés du BIPM, le tableau ci-dessous présente les résultats pour différentes hypothèses de taux d'actualisation au 31 décembre 2013 :

(en milliers d'euros)	Engagements au titre des membres du personnel actifs	Engagements au titre des membres du personnel pensionnés	Total	Coût des services rendus
Taux d'actualisation à 3,00 % (1,00 % net d'inflation)	35 646	40 890	76 536	2 453
Taux d'actualisation à 3,11 % (1,11 % net d'inflation)	34 629	40 458	75 087	2 381
Taux d'actualisation à 3,36 % (1,36% net d'inflation)	32 766	39 525	72 291	2 231
Taux d'actualisation à 3,61 % (1,61 % net d'inflation)	30 959	38 630	69 590	2 094

Si un taux d'actualisation à 3,00 % avait été utilisé (à savoir le taux d'actualisation utilisé en 2012), le total des engagements aurait été de 76 536 milliers d'euros au lieu de 72 291 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2013. La variation du taux d'actualisation utilisé par rapport à l'exercice passé a eu un effet positif de 4 245 milliers d'euros sur le total des passifs au 31 décembre 2013.

- Au 31 décembre 2014 :

Si un taux d'actualisation à 1,25 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 122 457 milliers d'euros au lieu de 115 974 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2014 en utilisant un taux à 1,5 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,75 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 110 404 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2014	Total 31 décembre 2013
Trésorerie	15	43
Équivalents de trésorerie	1 696	3 754
Total	1 711	3 797

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2014	Total 31 décembre 2013
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(actions)</i>		
- Europe	5 036	2 592
- États-Unis d'Amérique	0	382
- Japon	0	523
- Asie hors Japon	452	195
- Autres	0	73
Total Fonds communs de placement (actions)	5 488	3 765
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(obligations)</i>		
- Europe haut rendement	0	448
Total Fonds communs de placement (obligations)	0	448
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro	6 809	5 044
dont :		
- OAT 2009-2019, 4,25 %	1 026	1 001
- OAT 2029, 3,4 % indexé	1 250	1 124
- OAT 13-25 11 2018, 1 %	1 919	0
- Europe hors zone euro	1 720	1 813
- États-Unis d'Amérique	1 269	1 544
Total Obligations	9 798	8 401
Total	15 286	12 614

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2014	Total 31 décembre 2013
Obligations	9 163	7 383
Autres instruments financiers	5 488	4 213
Non courants	14 651	11 596
Obligations	635	1 018
Courants	635	1 018
Total	15 286	12 614

Le détail du portefeuille obligataire selon la duration est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2014	Total 31 décembre 2013
	9 798	8 401
1-3 ans	41,19 %	28,45 %
4-5 ans	43,78 %	42,16 %
6-7 ans	2,29 %	16,01 %
8-10 ans	-	-
> 10 ans	12,75 %	13,38 %
Total	100,00 %	100,00 %

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Fonds communs de placement (actions)	-	2
Obligations	311	415
Équivalents de trésorerie	3	-
Trésorerie	-	-
Total Produits des placements	314	417

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Opérations avec le BIPM	-	3
Produits à recevoir	-	14
Total des Autres créances	0	17

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Pensions à payer	-	4
Allocation de départ	88	-
Opérations avec le BIPM	65	66
Total des Autres dettes	153	70

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Variation de juste valeur	457	-
Produits d'écarts de change	-	2
Total des Autres produits opérationnels	457	2

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2014	12 mois jusqu'au 31 décembre 2013
Charges d'écarts de change	0	39
Autres charges opérationnelles	19	0
Total des Autres charges opérationnelles	19	39

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CENAM	<i>Centro Nacional de Metrología</i> (Mexique)
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CIPM MRA	Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM/ CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Résultat avant intérêt et amortissement/ <i>Earnings Before Interest Depreciation and Amortization</i>
IAS	<i>International Accounting Standards</i>
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
INM	<i>Institutul National de Metrologie</i> (Roumanie)
INMETRO	<i>Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia</i> (Brésil)
INRIM	<i>Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica</i> (Italie)
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public/ <i>International Public Sector Accounting Standards</i>
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCTLM	Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire/ <i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i>
KRISS	<i>Korean Institute of Standards and Science</i> (République de Corée)
LNE	Laboratoire national de métrologie et d'essais (France)
METAS	Institut fédéral de métrologie (Suisse)
NIM	<i>National Institute of Metrology</i> (Chine)
NIST	<i>National Institute of Standards and Technology</i> (États-Unis d'Amérique)
NMC	<i>National Metrology Center</i> (Singapour)
NMIA	<i>National Measurement Institute, Australia</i> (Australie)
NMIJ	<i>National Metrology Institute of Japan</i> (Japon)
NMISA	<i>National Metrology Institute of South Africa</i> (Afrique du Sud)
NMR	Résonance magnétique nucléaire/ <i>Nuclear magnetic resonance</i>
NPL	<i>National Physical Laboratory</i> (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Allemagne)
NRC	<i>National Research Council</i> (Canada)
SI	Système international d'unités
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
VSL	<i>Van Swinden Laboratorium</i> (Pays-Bas)



The present report is presented in French and in English.

Please note, however, that the official version is the French one.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 22 JUNE 2015

President

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), P.O. Box 264, Lindfield NSW 2070, Australia.

Secretary

2. J.W. McLAREN, 625 Duff Cr., Ottawa ON K1J 7C6, Canada.

Members

3. B. BOWSER, Managing Director, National Physical Laboratory (NPL), Hampton Road, Middlesex, TW11 0LW Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
4. H.S. BRANDI, Director for Scientific and Industrial Metrology, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Av. Nossa Senhora das Graças, 50 - Xerém, Dugue de Caxias, RJ 25.250-020, Rio de Janeiro, Brazil.
5. F. BULYGIN, Deputy Head, Rosstandart, 9 Leninski Prospekt, V-49, GSP-1, 119991 Moscou, Fédération de Russie.
6. M. BUZOIANU, Scientific Director, Institutul National de Metrologie (INM), Sos. Vitan-Bârzesti, nr.11, Sector 4, 042122, Bucarest, Roumanie.
7. I. CASTELAZO, Director, Technology Services, Centro Nacional de Metrología (CENAM), km 4,5 Carretera a Los Cués, El Marqués, C.P. 76241 Querétaro, Mexique.
8. Y. DUAN, Deputy Director, National Institute of Metrology (NIM), No. 18, Bei San Huan Dong Lu, 100013 Beijing, China.
9. L. ÉRARD, Scientific Advisor, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), 1 rue Gaston Boissier, 75015 Paris, France.
10. M. INGUSCIO, President, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Strada delle Cacce 91, 10135-Turin, Italia.
11. D.-I. KANG, President, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), 267 Gajeong-Ro, Yuseong-gu, 305-340 Daejeon, Republic of Korea.
12. T. LIEW, Acting Executive Director, National Metrology Centre (NMC), 1 Science Park Drive, 118221 Singapore.

13. W. LOUW, Director, Technical Infrastructure Development, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Private Bag X34, Lynnwood Ridge, 0040 Pretoria, South Africa.
 14. W.E. MAY, Director, National Institute of Standards and Technology (NIST), 100 Bureau Drive, Stop 1000, Gaithersburg, MD 20899-1000, United States of America. *Vice-president.*
 15. P. RICHARD, Deputy Director, Institut fédéral de métrologie (METAS), Lindenweg 50, CH-3003, Bern-Wabern, Suisse.
 16. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium(VSL), Thijsseweg 11, 2629 JA Delft, Netherlands.
 17. J. ULLRICH, President, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Bundesallee 100, D-38116 Braunschweig, Germany. *Vice-president.*
 18. T. USUDA, Director, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba Central 3, 1-1-1 Umezono, Tsukuba, Ibaraki 305-8563, Japan.
-

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2014**

1. — Foreword
2. — 2014 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Estimates and judgments
 - Note 4 Intangible and tangible assets
 - Note 5 Inventories and work in progress
 - Note 6 Member States Contributions
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current debtors
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Subscriptions of Associates
 - Note 14 Other income
 - Note 15 General services
 - Note 16 Other operating expenses
 - Budget outturn
3. — Contributions settled in 2014
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2014
5. — Subscriptions settled in 2014
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2014
7. — Budget for 2015
8. — Table of repartition of the dotation for 2015
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2015
10. — 2014 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

In my foreword to the 2013 *Rapport Annuel*, I reported on the positive impact of careful controls on operating costs on the BIPM financial results. This has continued in all areas in 2014. One exception is “other expenses” where we have rationalised the precious metal inventory in order to reduce the time taken to manufacture mass prototypes when requested by Member States. In this report we again present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”) which measures the performance of the operations before allowing for investment activities. This was significantly influenced in 2014 by an increase in the provision for healthcare and retirement indemnities which we are obliged to record. After correction for these provisions, the corrected EBITDA has improved by 23 % to 2 795 thousand Euros. This has been achieved despite the additional cost of organizing the CGPM in 2014 (approximately 120 thousand Euros), and is a consequence of increased income from sources including grants as well as a significant increase in Subscriptions from Associates. This results from the progressive increases paid by many Associates on the “escalator” and the association of three new States.

I can also report that in 2014 we received an increased number of payments in advance for 2015 from Member States and payments from Member States that were formerly in arrears. Consequently, cash flow from the BIPM operations (before investment activities) has increased to 4 238 thousand Euros (1 079 thousand Euros in 2013) also supported by the sale of mass prototypes.

The financial report for the BIPM Pension and Provident Fund is also included in this volume. The basis for the valuation of the pension provision changed during 2014 in two significant ways. Firstly, the mortality data has been changed from the ICSLT 2008 tables applicable to international organisations and used by the BIPM since 2011 to the TGF/TGH05 used for the population in France by insurers. This brings the BIPM in line with the majority of pension funds in France. The TGF/TGH05 predicts increased life expectancy and results in an increase in the defined benefit obligation of approximately 7.5 million Euros. Secondly, the discount rate¹ has reduced to 1.5 % (derived from the Iboxx corporate bond index for AA bonds with more than 10 year maturity) from 3.36 % used in 2013 (derived from the zero coupon yield curve in France). This change reflects the difficult financial conditions within the Eurozone and leads to an increase in the defined benefit obligation of approximately 40 million Euros. These changes together with other adjustments in the population of staff lead to an increase in the pension provision from 72.3 million Euros to 116.0 million Euros. The CIPM Sub-Committee on the BIPM Pension and Provident Fund and Health Insurance has reviewed and analysed the assets and liabilities of the BIPM Pension and Provident Fund and is developing plans to ensure its long-term financial stability.

¹ See the explanation on the discount rate below.

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

International Bureau of Weights and Measures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2014 financial statements

Period ended December 31st, 2014

To the members of the International Committee of Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2014.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2014, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2014, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Paris La Défense, May 29th, 2015

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2014	31 December 2013
Non current assets			
Buildings	4	18 797	19 043
Scientific equipment	4	10 244	10 236
Intangible assets	4	499	615
Other property, plant and equipment	4	1 467	1 264
Member States contributions	6	1 022	1 785
Non current financial assets	8	801	1 115
Staff social loans		153	171
Non current assets		32 983	34 229
Current assets			
Inventories and work in progress	5	253	747
Member States contributions	6	765	1 050
Subscriptions of Associates		271	131
Other receivables	7	410	452
Prepayments		274	124
Current financial assets	8	283	1 013
Cash and cash equivalent	9	14 653	10 849
Current assets		16 909	14 366
Total Assets		49 892	48 595
Net Assets			
Net result for the period		(5 877)	195
Change in fair value		(207)	(127)
Other reserves		36 241	36 046
Net Assets		30 157	36 114
Non current liabilities			
Non current employee benefits	10	15 365	8 641
Advances from Member States	6	1 382	2 210
Non current liabilities		16 747	10 851
Current liabilities			
Current employee benefits	10	458	384
Advances from Member States	6	0	71
Current payables		707	524
Other current creditors	11	1 823	651
Current liabilities		2 988	1 630
Total Liabilities		19 735	12 481

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2014	2013
Operating revenue			
Contributions	12	11 885	11 744
Subscriptions	13	702	530
Other income	14	1 009	598
Total operating revenue		13 596	12 872
Operating expenses			
Staff	10	6 145	6 208
Change in health care and retirement indemnity provision	10	6 961	(213)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 251	2 329
General services	15	844	987
Laboratory operating expenses		540	595
Building maintenance		258	261
Other operating expenses	16	763	653
Total operating expenses		17 762	10 820
EBITDA		(4 166)	2 052
EBITDA corrected from change in health care and retirement indemnity provision		2 795	2 265
Depreciation and amortization	4	(1 705)	(1 759)
Loss on disposal of tangible assets	4	(3)	(24)
Impairment of intangible assets	4	0	(50)
Result from operating activities		(5 874)	219
Financial expenses		3	24
Result from ordinary activities		(5 877)	195
Net result for the period		(5 877)	195

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2013	(3 654)	0	39 700
Allocation of prior period net result	3 654		(3 654)
Change in fair value	0	(127)	0
Net result for the period	195		
Balance at 31 December 2013	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value	0	(80)	0
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2014	2013
Cash flows from operating activities			
Contributions		13 207	11 482
Subscriptions		603	419
VAT reimbursement		490	282
Other receipts		653	555
Staff		(6 296)	(6 219)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 251)	(2 325)
Suppliers		(2 165)	(2 449)
Other expenditure		0	(642)
Financial payments		(3)	(24)
Total cash flows from operating activities		4 238	1 079
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(1 453)	(1 416)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets		0	0
Transfer of financial assets		1 019	(2 128)
Total cash flows from investment activities		(434)	(3 544)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		3 804	(2 465)
Cash and cash equivalent at beginning of period		10 849	13 314
Cash and cash equivalent at end of period	9	14 653	10 849

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 55 at 31 December 2014, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to ensure and promote the global comparability of measurements, including providing a coherent international system of units for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Sustaining the quality of life and the global environment.

The unique role of the BIPM is based on its international and impartial character enabling it:

- To coordinate the realization and improvement of the world-wide measurement system to ensure it delivers accurate and comparable measurement results.
- To undertake selected scientific and technical activities that are more efficiently carried out in its own laboratories on behalf of Member States.
- To promote the importance of metrology to science, industry and society, in particular through collaboration with other intergovernmental organizations and international bodies and in international forums.

The unique role of the BIPM enables it to achieve its mission by developing the technical and organizational infrastructure of the International System of Units (SI) as the basis for the world-wide traceability of measurement results.

This is achieved both through technical activities in its laboratories and through international coordination.

The objectives of the BIPM are:

- To establish and maintain appropriate reference standards for use as the basis of a limited number of key international comparisons at the highest level.
- To coordinate international comparisons of national measurement standards through the Consultative Committees of the CIPM; taking the role of coordinating laboratory for selected comparisons of the highest priority and undertaking the scientific work necessary to enable this to be done.
- To provide selected calibrations for Member States.
- To coordinate activities between the NMI of Member States, such as through the CIPM MRA, and to provide technical services to support them.
- To liaise as required with relevant intergovernmental organizations and other international bodies both directly and through joint committees.
- To organize scientific meetings to identify future developments in the world-wide measurement system required to meet existing and future measurement needs in industry, science and society.

- To inform, through publications and meetings, the wider scientific public and decision makers on matters related to metrology and its benefits.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits of a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 4 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2014 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2014 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements). In addition, the following standards have been anticipated:

IPSAS 33 – First-Time Adoption of Accrual Basis IPSASs

IPSAS 34 – Separate Financial Statements

IPSAS 35 – Consolidated Financial Statements

IPSAS 36 – Investments in Associates and Joint Ventures

IPSAS 37 – Joint Arrangements

IPSAS 38 – Disclosure of Interests in Other Entities

These standards are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the "*Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale*", is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where "x" is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a

State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organisation, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate Status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when they are acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognised as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated to 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortised replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every twelve years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every twelve years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortised cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognised in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognised in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 35 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period plus the contributions for the said financial period of States that have acceded to the Metre Convention after the adoption of the said dotation and at latest on 31 December of the current financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be into force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortised cost.

Other non current liabilities

Other non current liabilities are recognized at amortised cost.

Note 3 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 4 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards & Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equipment	IT	Office furniture	Heritage assets	Equipment under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2013	1 175	18 223	995	153	130	870	517	485	1 235	23 783	21 348	45 131
Accumulated depreciation	(526)	(9 062)	(583)	(133)	(114)	(765)	(287)	0	0	(11 470)	(2 255)	(13 725)
Net value 01/01/2013	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Additions	59	692	26	0	2	91	14	0	122	1 005	579	1 584
Disposals – gross value	0	(23)	0	0	0	(64)	0	0	0	(87)	(87)	(174)
Depreciation	(174)	(836)	(45)	(7)	(6)	(57)	(20)	0	0	(1 145)	(614)	(1 759)
Disposals – accumulated depreciation	0	14	0	0	0	64	0	0	0	78	72	150
Impairment loss	(50)	0	0	0	0	0	0	0	0	(50)	0	(50)
Other movements	130	0	0	0	0	0	0	0	(130)	0	0	0
Net value 31/12/2013	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Gross value 01/01/2014	1 314	18 893	1 020	153	130	897	531	485	1 227	24 652	21 840	46 492
Accumulated depreciation	(699)	(9 884)	(628)	(140)	(120)	(758)	(307)	0	0	(12 537)	(2 797)	(15 334)
Net value 01/01/2014	615	9 009	392	13	10	139	224	485	1 227	12 115	19 043	31 158
Additions	7	810	15	3	12	304	36	0	0	1 187	371	1 558
Disposals – gross value	0	(109)	0	0	0	(8)	0	0	0	(117)	(0)	(117)
Depreciation	(123)	(800)	(47)	(8)	(7)	(83)	(20)	0	0	(1 088)	(617)	(1 705)
Disposals – accumulated depreciation	0	107	0	0	0	7	0	0	0	114	0	114
Impairment loss	(0)	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	(0)
Other movements	0	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	0	0
Net value 31/12/2014	499	9 017	360	8	15	359	240	485	1 227	12 210	18 797	31 007
Gross value 31/12/2014	1 321	19 594	1 035	156	142	1 193	567	485	1 227	25 720	22 211	47 931
Accumulated depreciation	(822)	(10 577)	(675)	(148)	(127)	(834)	(327)	0	0	(13 510)	(3 414)	(16 924)

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

The main event of 2013 is the official introduction of Rapid UTC, valued 170 thousand Euros, on 1 July 2013, which was scientific equipment under development as at 31 December 2012. Therefore, an additional impairment of T-soft of 50 thousand Euros has been recognised in 2013 in order to reduce its value from 220 thousand Euros to 170 thousand Euros.

Standards and scientific equipment

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 99 thousand Euros in 2013 and 62 thousand Euros in 2014.

On 14 November 2014, the BIPM has opened a new chemistry laboratory as a result of a collaborative agreement with the NMIJ/AIST (Japan). The centrepiece of the new laboratory is a 400MHz NMR instrument donated to the BIPM by Jeol France, valued 220 thousand Euros.

As at 31 December 2014, the Ionizing Radiation Department has 27 sealed sources which are being used. No dismantling and removal provision for these sources is presented in the BIPM financial statements because there is uncertainty both on the amount and on the date of dismantlement, which does not satisfy the conditions for recording a provision.

IT

In 2014, the BIPM has finalized the installation of an IT room in the Observatoire, in order to implement an improved BIPM IT network, backup and storage system, designed on a mirrored principal which guards against hardware failure, using virtualized servers, for 219 thousands Euros

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 866 thousand Euros at 31 December 2013 and at 31 December 2014.

Buildings

In 2014, major investments in Buildings were:

- the new laboratory for the NMR facility in the Lasers Building,
- the refurbishment of the offices in the Pavillon de Breteuil for the Mass Department,
- the refurbishment of offices in the Observatoire for the Time Department,
- the reconfiguration and refurbishment of the offices in Level -2 of the Nouveau Pavillon for the staff of the Director's Office,
- and the installation of new fences around the perimeter of the site.

In 2013, major investments in Buildings were:

- the completion of the renovation of the roof of the Pavillon de Breteuil,
- the completion of the transformation of two rooms in the Observatoire for the installation of an IT room,

- the creation of a new IT optical fibre network on the site,
- and the creation of a platform on the Lasers building roof for the Time Department.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of buildings amounts to 75 thousand Euros in 2013 and 102 thousand Euros in 2014.

In 2013, the major disposal in Buildings was the former roof of the Pavillon de Breteuil pursuant to its renovation in 2012-2013.

Note 5 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
Inventories and work in progress		
Raw materials	193	680
Accessories for prototypes	10	17
Work in progress	43	43
Other	7	7
Total Inventories and work in progress	253	747

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2014	2013
At 1 January	747	488
Movement of the year	(494)	259
At 31 December	253	747

The BIPM bought platinum-iridium in 2013 in order to produce six new mass prototypes. 5 mass prototypes have been sold and 1 has been capitalised as a mass standard in 2014.

In 2014, raw materials, essentially gold (3.2 kg) and platinum-iridium (2.2 kg) which were in format not readily usable for the BIPM, have been exchanged against a bar of platinum-iridium to produce new mass prototypes. This transaction with Johnson Matthey has been done at almost no cost for the BIPM. Accordingly, at 31 December 2014, inventories of raw materials of platinum iridium have been valued at net realisable value, i.e. the net selling price used in 2014 for the transaction with Johnson Matthey, which was lower than the cost of purchase.

Note 6 Member States Contributions

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013 (non current part)	31 December 2013 (current part)	31 December 2013 Total discounted value	31 December 2013 Total nominal value
Dominican Republic	810	170	980	1 148
Islamic Republic of Iran	975	393	1 368	1 422
Other Member States	0	487	487	487
Total Member States Contributions	1 785	1 050	2 835	3 057

(in thousands of Euros)	31 December 2014 (non current part)	31 December 2014 (current part)	31 December 2014 Total discounted value	31 December 2014 Total nominal value
Islamic Republic of Iran	1 022	26	1 048	1 055
Other Member States	0	739	739	739
Total Member States Contributions	1 022	765	1 787	1 794

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2013 (non current part)	31 December 2013 (current part)	31 December 2013 Total discounted value	31 December 2013 Total nominal value
Dominican Republic	903	0	903	1 099
Islamic Republic of Iran	1 307	71	1 378	1 463
Total Advances from Member States	2 210	71	2 281	2 562

(in thousands of Euros)	31 December 2014 (non current part)	31 December 2014 (current part)	31 December 2014 Total discounted value	31 December 2014 Total nominal value
Islamic Republic of Iran	1 382	0	1 382	1 307
Total Advances from Member States	1 382	0	1 382	1 307

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People's Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014), and the Islamic Republic of Iran.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion. The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears is 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions have been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid in a timely and consistent manner to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States have been automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, have been withdrawn in 2012. The Advances made to the BIPM by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognised. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

A rescheduling agreement has been concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros. However the Dominican Republic failed to pay the agreed amounts and has been automatically excluded on 31 December 2014. Its outstanding contribution of 1 204 thousand Euros has been withdrawn in 2014 and the Advances made to the BIPM by the other Member States of 1 155 thousand Euros has been derecognised in 2014. These amounts are contingent assets and contingent liabilities. Concerning the Islamic Republic of Iran, an amendment to the rescheduling agreement has been signed on 14 November 2014. In order to allow the CGPM to duly address the position of the Islamic Republic of Iran at its 26th meeting, the CIPM has decided to freeze provisionally the effects of the Rescheduling Agreement made in 2012 through a new agreement that *inter alia* requires continuity in payment of the Member State contribution by the Islamic Republic of Iran in the year it is due. The sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement, which amount to 337 thousand Euros, have been segregated as reserved cash (see note 9).

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
VAT receivable	365	418
Other receivables	45	34
Total Other receivables	410	452

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	Total 31 December 2014
Bonds (current)	283	0	283
Bonds (non-current)	719	82	801
Total	1 002	82	1 084

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	Total 31 December 2013
Bonds (current)	517	496	1 013
Bonds (non-current)	1 014	101	1 115
Total	1 531	597	2 128

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2014
Cash	1 837	695	225	4	20	1	2 782
Cash equivalent	11 846	25	-	-	-	-	11 871
Total	13 683	720	225	4	20	1	14 653

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2013
Cash	831	211	261	4	22	2	1 331
Cash equivalent	9 518	-	-	-	-	-	9 518
Total	10 349	211	261	4	22	2	10 849

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	650	308
Invoices not received as at 31 December	80	91
Current payables	707	524
Payables - Employee benefits	458	384
Other payables	101	263
BIPM Pension and Provident Fund	0	4
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 595	293
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	47	0
Payment from Cameroon – advance made to Cameroon to be reimbursed to other Member States	14	0
Payment from the Islamic Republic of Iran – advance made to the Islamic Republic of Iran to be reimbursed to other Member States	0	71
Payment from the Islamic Republic of Iran – sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement	337	0
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Staff social loans Fund	0	109
Reserve Fund	4 134	4 126
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	6 289	4 434
Total	14 653	10 849

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2014	2013
Salaries	4 770	4 797
Family and social allowances	1 014	996
Social contributions	353	506
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	172	83
Current staff cost	6 309	6 382
Staff cost included in BIPM assets during the period	(164)	(174)
Staff operating expenses	6 145	6 208
Change in health insurance provision	6 847	(215)
Change in retirement indemnity provision	114	2
Total staff cost	13 106	5 995

Number of staff

	31 December 2014	31 December 2013
Staff members under indefinite-term appointment	70	72
Staff members under fixed-term appointment	3	3
Staff seconded to the BIPM	4	2
Total number of staff	77	77

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 251 thousand Euros in 2014 and 2 329 thousand Euros in 2013.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
Annual leave provision	386	359
Retirement indemnity provision	50	22
Other current employee benefits	22	3
Total current employee benefits	458	384

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
Retirement indemnity provision	315	271
Health insurance provision	15 050	8 370
Total non current employee benefits	15 365	8 641

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years and the former review was in 2009.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	15 050	8 370
Health insurance provision	15 050	8 370
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	274	345
Interest costs	300	274
Actuarial (Gains) losses	6 273	(834)
Change in health insurance provision	6 847	(215)
<i>Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)</i>		
Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	1.5 %	3.58 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.5 %	3.8 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	19 876	11 633

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 595	293
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	47	0
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	4
Other	181	354
Total Other current creditors	1 823	651

Note 12 Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
Contributions	11 885	11 744
Total	11 885	11 744

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2013 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2013, as the Republic of Colombia and the Republic of Iraq became Members States on 6 February 2013 and 20 August 2013 respectively. The BIPM notified their entry contribution which were recognized in Other income (see Note 14) as well as their Contribution for 2013.

Note 13 Subscriptions of Associates

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
Subscriptions of Associates	702	530

The total sum of subscriptions recognized in 2014 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2014 as the Grand Duchy of Luxembourg, the Republic of Sudan and the Republic of Yemen became Associates of the CGPM on 29 January 2014, 26 June 2014 and 21 July 2014 respectively and were notified of their subscriptions for 2014.

The same applies in 2013 because Mongolia became an Associate of the CGPM on 7 August 2013 and was notified of its subscription for 2013.

Note 14 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
Other income		
<i>Metrologia</i>	125	120
Interest revenue	95	208
Entry contribution of new Member States	0	111
Grants	271	55
Meeting registration fees	8	17
Fair value adjustments on financial assets	55	0
Sale of prototypes	364	0
Unwinding of the discount	0	45
Foreign currency conversion gain	52	0
Other	39	42
Total Other income	1 009	598

Entry contribution of new Member States

The Republic of Colombia and the Republic of Iraq became Members States on 6 February 2013 and 20 August 2013 respectively and were notified their entry contribution in 2013.

Grants

The BIPM received a grant in 2013 and in 2014 for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 55 thousand Euros and 51 thousand Euros respectively.

The BIPM received a 400MHz NMR instrument for its new chemistry laboratory, donated by Jeol France, valued 220 thousand Euros in 2014.

Sale of prototypes

The BIPM sold 3 prototypes and a stack of disks to NIST (USA) and 1 prototype and a stack of disks to NRC (Canada) in 2014.

Note 15 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
General services		
Heating, water, electricity	161	357
Insurances	36	37
Publications	11	30
Office expenses	125	127
Meeting expenses	207	87
Travel and transportation of equipment	199	231
Library	72	75
Bureau of the CIPM	33	43
Total General services	844	987

The heating, water, electricity expense has decreased since 2013 because the defaulting electricity meter has been replaced and the BIPM has received refunds amounting to 60 thousand Euros from the electricity company in 2014.

In 2014, meeting expenses were higher than in 2013 due to the 25th CGPM meeting.

Note 16 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
Other operating expenses		
Inventory variation	494	(260)
Platinum iridium	3	260
Audit/review	122	131
Unwinding of the discount	27	47
Foreign currency conversion loss	0	76
Other	117	399
Total Other operating expenses	763	653

2014 BUDGET OUTTURN

(in thousands of Euros)	Actual amounts 2014	Budget 2014	Difference
	A	B	A-B
PRODUITS/REVENUE			
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 885	11 805	80
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	95	200	(105)
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	411	200	211
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	702	570	132
5. <i>Metrologia</i>	125	110	15
TOTAL DES PRODUITS/ <i>TOTAL REVENUE</i>	13 218	12 885	333
CHARGES/EXPENSES			
<i>A. Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>			
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 770	4 840	(70)
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 186	1 265	(79)
A.3 Charges sociales/ <i>Social contributions</i>	353	600	(247)
	6 309	6 705	(396)
<i>B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>			
	2 251	2 251	0
<i>C. Services généraux/Operating expenses</i>			
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	161	400	(239)
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	38	38	0
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	11	17	(6)
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	127	138	(11)
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	208	190	18
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	202	219	(17)
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	74	121	(47)
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	33	41	(8)
	854	1 164	(310)
<i>D. Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>			
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	712	600	112
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	1 369	800	569
	2 081	1 400	681
<i>E. Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>			
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	279	300	(21)
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	367	600	(233)
	646	900	(254)
<i>F. Divers/Miscellaneous</i>			
	168	50	118
TOTAL DES DEPENSES/ <i>TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F)</i>	12 309	12 470	(161)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT			
	909	415	494
<i>G. Amortissement/Depreciation and amortization</i>			
	1 705	1 800	(95)
TOTAL DES CHARGES/ <i>TOTAL EXPENSES (A,B,C,D1,E1,F,G)</i>	12 278	12 870	(592)
RÉSULTAT NET/ <i>NET RESULT</i>	940	15	925

The 2014 budget was adopted by the CIPM at its 102th meeting in October 2013. It included total expenses for 2014 amounting to 12 870 thousand Euros and total revenue amounting to 12 885 thousand Euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2014 budget outturn shows a net result of 940 thousand Euros.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2014 (EUROS)

	DATE OF PAYMENT	FINANCIAL PERIODS					
		2011	2012	2013	2014	2015	
South Africa	29 December				55 698.00		
Germany	29 July				882 307.00		
Saudi Arabia							
Argentina							
Australia	22 January				307 857.00		
Austria	4 February				103 426.00		
Austria	17 December					113 907.00	
Belgium	12 March				128 652.00		
Brazil	27 October				593 207.00		
Bulgaria	14 March				55 764.00		
Canada	23 January				382 891.00		
Canada	29 December					424 778.00	
Chile	15 April				34 126.82		
China	26 March				361 184.50		
China	4 November				630 790.50		
Colombia	28 April				56 126.00		
Croatia	29 December				44 126.00		
Denmark	10 February				84 701.00		
Egypt	25 February				55 764.00		
Egypt	4 March			54 686.91			
Spain	12 August				385 586.00		
United States of America	9 May				332 132.00		
United States of America	23 December				774 976.00		
Russian Federation	28 March				184 448.46		
Russian Federation	22 July				83 711.34		
Russian Federation	5 December				162 986.39		
Finland	8 May				65 063.00		
France	31 January				702 980.00		
Greece	20 May				83 090.00		
Greece	12 December			95 631.00			
Hungary	4 November				55 764.00		
India	7 November				112 068.00		
Indonesia	5 November				55 764.00		
Iraq (Republic of)	27 August				56 126.00		
Iran (Islamic Republic of)	20 November				56 126.00		
Iran (Islamic Republic of)	10 December			55 570.00			
Ireland	22 December					59 327.00	
Israel	23 January			54 901.57			
Italy	27 February				542 150.00		
Japan	8 April				1 107 108.00		
Kazakhstan	13 June				55 997.00		
Kenya	24 January				56 126.00		
Malaysia	7 August				56 126.00		
Mexico	1 April				184 695.00		
Norway	31 December					121 026.00	
New Zealand	9 May				56 126.00		
Pakistan							
Netherlands	5 February				203 235.00		
Poland	28 March				34 330.00		
Poland	24 December					76 000.00	
Poland	30 December					55 705.00	
Portugal	20 October				60 500.00		
Korea (Republic of)	16 September				240 897.00		
Dominican Republic							
Czech Republic	10 April				55 709.00		
Romania	2 April				55 764.00		
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	9 January				521 313.00		
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	24 December					738 022.00	
Serbia	11 February				56 126.00		
Singapore	29 January				56 126.00		
Slovakia	27 June				55 709.00		
Sweden	14 February				118 090.00		
Switzerland	19 February				134 682.00		
Thailand	16 September				55 764.00		
Tunisia	14 November				56 126.00		
Turkey	6 June				283 962.00		
Uruguay	26 March			55 242.42			
Uruguay	23 October				55 764.00		
Venezuela (Bolivarian Republic of)							
						TOTAL	
		0.00	0.00	316 031.90	10 989 867.01	1 588 765.00	12 894 663.91

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2014 (EUROS)

	FINANCIAL PERIODS				
	2011 and former financial periods	2012	2013	2014	
South Africa					
Germany					
Saudi Arabia				126 238.00	
Argentina				64 650.00	
Australia					
Austria					
Belgium					
Brazil					
Bulgaria					
Canada					
Chile					
China					
Colombia					
Croatia				12 000.00	
Denmark					
Egypt					
Spain					
United States of America					
Russian Federation				19 993.81	
Finland					
France					
Greece					
Hungary			53 903.97		
India					
Indonesia					
Iraq (Republic of)					
Iran (Islamic Republic of)					
Iran (Islamic Republic of) - Distributed contributions among the other Member States	1 054 317.66				
Ireland					
Israel				56 126.00	
Italy					
Japan					
Kazakhstan					
Kenya					
Malaysia					
Mexico					
Norway					
New Zealand					
Pakistan			54 802.94	55 926.00	
Netherlands					
Poland					
Portugal					
Korea (Republic of)					
Dominican Republic					
Dominican Republic - Distributed contributions among the other Member States					
Czech Republic					
Romania					
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland					
Serbia					
Singapore					
Slovakia					
Sweden					
Switzerland					
Thailand					
Tunisia					
Turkey					
Uruguay					
Venezuela (Bolivarian Republic of)		54 026.50	55 036.06	118 444.00	
					TOTAL
Total	1 054 317.66	54 026.50	163 742.97	453 377.81	1 725 464.94
Contributions for 2014				11 734 189.00	
Outstanding contributions (%)				4%	

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2014 (EUROS)

Associates	DATE OF PAYMENT	FINANCIAL PERIODS				
		2012	2013	2014	2015	
Albania	13 May		11 577.00			
Albania	22 October			11 693.00		
Azerbaijan	10 October				11 810.00	
Bangladesh						
Belarus	18 March			8 000.00		
Belarus	30 July			20 866.00		
Bolivia (Plurinational State of)	11 July			11 693.00		
Bosnia Herzegovina	14 February			11 693.00		
Botswana	23 October			11 693.00		
CARICOM	14 August			8 904.00	358.00	
Costa Rica	31 July			26 864.00		
Cuba	8 January	10 067.00	1 952.00			
Cuba	16 December		16 340.00			
Ecuador	7 July			27 531.00		
Estonia	23 January			11 693.00		
Former Yugoslav Republic of Macedonia						
Georgia	13 February			11 693.00		
Georgia	31 December				11 810.00	
Ghana						
Hong Kong, China	30 January			25 240.00		
Hong Kong, China	16 December				23 386.00	
Jamaica						
Latvia	19 December			27 865.00		
Lithuania	17 June			27 978.00		
Luxemburg	29 January			11 693.00		
Malta	3 March			11 693.00		
Mauritius	25 February			11 693.00		
Mongolia						
Montenegro	6 March			11 693.00		
Namibia						
Oman						
Panama	8 May			25 529.00		
Paraguay	20 March		11 577.00			
Paraguay	8 December			11 693.00		
Peru	27 February			19 963.00		
Philippines						
Sudan (Republic of)	26 June			11 693.00		
Syrian Arab (Republic of)	18 March			11 693.00		
Moldova (Republic of)	21 July			11 693.00		
Seychelles	21 January			11 693.00		
Slovenia	23 July			19 761.00		
Slovenia	19 December			8 000.00		
Sri Lanka						
Chinese Taipei	26 March			43 617.00		
Ukraine						
Viet Nam	22 August			27 309.00		
Yemen	16 May			11 693.00		
Zambia						
Zimbabwe						
					TOTAL	
Payments made in 2014		10 067.00	41 446.00	504 515.00	47 364.00	603 392.00

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2014 (EUROS)

Associates	FINANCIAL PERIODS			
	2012	2013	2014	
Albania				
Bangladesh			11 693.00	
Belarus				
Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnia Herzegovina				
Botswana				
CARICOM				
Costa Rica				
Cuba			26 607.00	
Ecuador				
Estonia				
Former Yugoslav Republic of Macedonia		4 987.00	11 693.00	
Georgia				
Ghana			11 693.00	
Hong Kong, China				
Jamaica		14 587.00	23 860.00	
Latvia				
Lithuania				
Luxemburg				
Malta				
Mauritius				
Mongolia			11 693.00	
Montenegro				
Namibia		11 577.00	11 693.00	
Oman			16 929.00	
Panama				
Paraguay				
Peru				
Philippines			30 304.00	
Sudan (Republic of)				
Syrian Arab (Republic of)				
Moldova (Republic of)				
Seychelles				
Slovenia				
Sri Lanka				
Chinese Taipei				
Ukraine		20 144.00	29 418.00	
Viet Nam				
Yemen				
Zambia			11 693.00	
Zimbabwe		11 577.00	11 693.00	
			TOTAL	
Total	0.00	62 872.00	208 969.00	271 841.00

7. — BUDGET FOR 2015

(in thousands of Euros)

PRODUITS/REVENUE

1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 980
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	100
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	150
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	825
5. <i>Metrologia</i>	120
	13 175
	13 175

CHARGES/EXPENSES

A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenditure</i>	
A.1 Traitements/ <i>Salaries</i>	4 888
A.2 Allocations familiales et sociales / <i>Family and social allowances</i>	1 270
A.3 Charges sociales/ <i>Social contributions</i>	625
	6 783
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 400
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	
C.1 Chauffage, eau, électricité/ <i>Heating, water, electricity</i>	250
C.2 Assurances/ <i>Insurances</i>	40
C.3 Publications/ <i>Publications</i>	20
C.4 Frais de bureau/ <i>Office supplies</i>	140
C.5 Frais de réunion/ <i>Costs of meetings</i>	140
C.6 Voyages et transport de matériel/ <i>Travels and transport of material</i>	215
C.7 Bibliothèque/ <i>Library</i>	120
C.8 Bureau du Comité/ <i>Bureau of the CIPM</i>	40
	965
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	
D.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	610
D.2 Investissement/ <i>Capital</i>	800
	1 410
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	
E.1 Fonctionnement/ <i>Operating</i>	310
E.2 Investissement/ <i>Capital</i>	600
	910
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	90
	90
	12 558
	12 558

SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT

G. <i>Amortissement/Depreciation and amortization</i>	1 800
H. <i>Variation de la provision pour assurance maladie/Change on provision for health care</i>	170
	1 970
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES (A,B,C,D1,E1,G,H)	13 128

RÉSULTAT NET/NET RESULT

47

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2015

<i>Member States</i>	UN Scale for 2013-2015 (percentage)	Repartition percentage	Contribution based on 11 810 000 Euros	Repartition Dominican Republic 2013**	Net contribution for 2015 (Euros)
Argentina.....	0.432	0.52	61 412	288	61 700
Australia.....	2.074	2.49	294 069	1 377	295 446
Austria.....	0.798	0.96	113 376	531	113 907
Belgium.....	0.998	1.20	141 720	664	142 384
Brazil.....	2.934	3.52	415 712	1 947	417 659
Bulgaria *.....	0.047	0.48	56 688	265	56 953
Canada.....	2.984	3.58	422 798	1 980	424 778
Chile *.....	0.334	0.48	56 688	265	56 953
China.....	5.148	6.18	729 858	3 418	733 276
Croatia *.....	0.126	0.48	56 688	265	56 953
Czech Republic *.....	0.386	0.48	56 688	265	56 953
Denmark.....	0.675	0.81	95 661	448	96 109
Dominican Republic *.....	0.045	0.48	56 688	265	56 953
Egypt *.....	0.134	0.48	56 688	265	56 953
Finland.....	0.519	0.62	73 222	343	73 565
France.....	5.593	6.72	793 632	3 716	797 348
Germany.....	7.141	8.57	1 012 117	4 740	1 016 857
Greece.....	0.638	0.77	90 937	426	91 363
Hungary *.....	0.266	0.48	56 688	265	56 953
India.....	0.666	0.80	94 480	442	94 922
Indonesia *.....	0.346	0.48	56 688	265	56 953
Iran (Islamic Republic of) *.....	0.356	0.48	56 688	265	56 953
Ireland.....	0.418	0.50	59 050	277	59 327
Israel *.....	0.396	0.48	56 688	265	56 953
Italy.....	4.448	5.34	630 654	2 953	633 607
Japan *.....	10.833	9.53	1 125 493	5 271	1 130 764
Kazakhstan *.....	0.121	0.48	56 688	265	56 953
Kenya *.....	0.013	0.48	56 688	265	56 953
Malaysia *.....	0.281	0.48	56 688	265	56 953
Mexico.....	1.842	2.21	261 001	1 222	262 223
Netherlands.....	1.654	1.99	235 019	1 101	236 120
New Zealand *.....	0.253	0.48	56 688	265	56 953
Norway.....	0.851	1.02	120 462	564	121 026
Pakistan *.....	0.085	0.48	56 688	265	56 953
Poland.....	0.921	1.11	131 091	614	131 705
Portugal.....	0.474	0.57	67 317	315	67 632
Republic of Korea.....	1.994	2.39	282 259	1 322	283 581
Romania *.....	0.226	0.48	56 688	265	56 953
Russian Federation.....	2.438	2.93	346 033	1 620	347 653
Saudi Arabia.....	0.864	1.04	122 824	575	123 399
Serbia *.....	0.040	0.48	56 688	265	56 953
Singapore *.....	0.384	0.48	56 688	265	56 953
Slovakia *.....	0.171	0.48	56 688	265	56 953
South Africa *.....	0.372	0.48	56 688	265	56 953
Spain.....	2.973	3.57	421 617	1 974	423 591
Sweden.....	0.960	1.15	135 815	636	136 451
Switzerland.....	1.047	1.26	148 806	697	149 503
Thailand *.....	0.239	0.48	56 688	265	56 953
Turkey.....	1.328	1.59	187 779	879	188 658
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.....	5.179	6.22	734 582	3 440	738 022
United States of America *.....	22.000	9.53	1 125 493	5 271	1 130 764
Uruguay *.....	0.052	0.48	56 688	265	56 953
Venezuela (Bolivarian Republic of).....	0.627	0.75	88 575	415	88 990
Total.....		100.00	11 810 000	55 305	11 865 305
<i>States having acceded to the Metre Convention after the 24th meeting of the CGPM (2011)</i>					
Colombia *.....	0.259	0.48	56 688		56 688
Iraq *.....	0.068	0.48	56 688		56 688
Tunisia *.....	0.036	0.48	56 688	265	56 953
Total.....			11 980 063	55 570	12 035 633

* Member State paying the maximum or minimum contribution

** Contribution distributed amongst those states that were Member States on 1 January 2013

**9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES
OF THE CGPM FOR 2015**

<i>Associate States and Economies</i>	UN Scale for 2013-2015 (percentage)	BIPM Coefficient for 2015 (percentage)	Net subscription for 2015 (Euros)
Albania.....	0.010	0.166	19 652
Bangladesh.....	0.010	0.100	11 810
Belarus.....	0.056	0.299	35 336
Bolivia (Plurinational State of).....	0.009	0.100	11 810
Bosnia and Herzegovina.....	0.017	0.100	11 810
Botswana.....	0.017	0.100	11 810
CARICOM.....	0.065	0.078	9 219
Chinese Taipei.....	0.297	0.357	42 114
Costa Rica.....	0.038	0.299	35 336
Cuba.....	0.069	0.299	35 336
Ecuador.....	0.044	0.299	35 336
Estonia.....	0.040	0.100	11 810
Former Yugoslav Republic of Macedonia.....	0.008	0.166	19 652
Georgia.....	0.007	0.100	11 810
Ghana.....	0.014	0.100	11 810
Hong Kong (China).....	0.165	0.198	23 386
Jamaica.....	0.011	0.299	35 336
Latvia.....	0.047	0.299	35 336
Lithuania.....	0.073	0.299	35 336
Luxembourg.....	0.081	0.100	11 810
Malta.....	0.016	0.100	11 810
Mauritius.....	0.013	0.100	11 810
Mongolia.....	0.003	0.100	11 810
Montenegro.....	0.005	0.100	11 810
Namibia.....	0.010	0.100	11 810
Oman.....	0.102	0.123	14 467
Panama.....	0.026	0.299	35 336
Paraguay.....	0.010	0.100	11 810
Peru.....	0.117	0.141	16 595
Philippines.....	0.154	0.185	21 843
Republic of Moldova.....	0.003	0.166	19 652
Seychelles.....	0.001	0.100	11 810
Slovenia.....	0.100	0.307	36 285
Sri Lanka.....	0.025	0.100	11 810
Sudan.....	0.010	0.100	11 810
Syrian Arab Republic.....	0.036	0.100	11 810
Ukraine.....	0.099	0.307	36 228
Viet Nam.....	0.042	0.299	35 336
Yemen.....	0.010	0.100	11 810
Zambia.....	0.006	0.100	11 810
Zimbabwe.....	0.002	0.100	11 810
Total.....		6.987	825 123

10. — 2014 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2014 financial statements

Period ended December 31st, 2014

To the members of the International Committee for Weights and Measures,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2014.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2014, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2014, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter:

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated based on hypothesis consistent with the Regulations, Rules and Instructions of the BIPM pension and Provident Fund.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 29th, 2015

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2014	31 December 2013
Assets			
Non current assets			
Plan assets	9	14 651	11 596
Non current assets		14 651	11 596
Current assets			
Plan assets	9	635	1 018
Other receivables	10	0	17
Cash and cash equivalent	9	1 711	3 797
Current assets		2 346	4 832
Total Assets		16 997	16 428
Net Assets			
Net result for the period		(43 247)	10 897
Change in fair value		1 677	1 627
Other reserves		(57 560)	(68 457)
Net Assets		(99 130)	(55 933)
Liabilities			
Non current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	108 081	67 350
Present value of retirement non-vested benefits	8	4 905	2 141
Non current liabilities		112 986	69 491
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	2 988	2 800
Other debtors	11	153	70
Current liabilities		3 141	2 870
Total Liabilities		116 127	72 361

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2014	2013
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 251	2 328
Contributions from BIPM staff members	6	486	491
Investment income	9	314	417
Other operating income	12	457	2
Total operating revenue		3 508	3 238
Operating expenses			
Pensions	7	2 965	2 858
Change in pension provision	8	43 771	(10 556)
Other operating expenses	13	19	39
Total operating expenses		46 755	(7 659)
Result from operating activities		(43 247)	10 897
Financial expenses			
Result from ordinary activities		(43 247)	10 897
Net result for the period		(43 247)	10 897

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2013	(10 105)	1 882	(58 352)
Allocation of prior period net result	10 105		(10 105)
Change in fair value		(255)	
Net result for the period	10 897		
Balance at 31 December 2013	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		(10 897)
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2014	2013
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		2 251	2 325
Contributions from BIPM staff members		486	494
Pensions		(2 965)	(2 789)
Other operating expenses		(19)	(4)
Total cash flows from operating activities		(247)	26
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		(6 040)	
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		3 877	1 984
Investment income		324	411
Total cash flows from investing activities		(1 839)	2 395
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		(2 086)	2 421
Cash and cash equivalent at beginning of period		3 797	1 376
Cash and cash equivalent at end of period	9	1 711	3 797

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution equal to 10 % deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and

- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2014 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2014 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements), as well as the following standards which have been anticipated:

IPSAS 33 – First-Time Adoption of Accrual Basis IPSASs

IPSAS 34 – Separate Financial Statements

IPSAS 35 – Consolidated Financial Statements

IPSAS 36 – Investments in Associates and Joint Ventures

IPSAS 37 – Joint Arrangements

IPSAS 38 – Disclosure of Interests in Other Entities

These standards are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements.

IAS 26 – Accounting and Reporting by Retirement Benefit Plans (01/87 – reformatted in 1994) has been applied, except for provisions relating to financial instruments in the scope of IPSAS 28, 29 and 30.

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognised in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented are disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are two Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010.

In 2014, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, shall be entitled to a retirement pension. The amount of the retirement pension depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$N \times 0.02 \times S \times 1.085$.

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$N \times 0.019 \times S \times 1.085$.

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 328 thousand Euros in 2013 and 2 251 thousand Euros in 2014.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution, equal to 10 % in 2013 and in 2014, deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status, amounts to 491 thousand Euros in 2013 and 486 thousand Euros in 2014.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2014	31 December 2013
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	50	50
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	23	25
Total number of staff	73	75

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 2 858 thousand Euros in 2013 and 2 965 thousand Euros in 2014.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2014	31 December 2013
Retirement pensions	54	53
Reversion pensions	9	7
Deferred pensions	4	4
Orphans' pensions	4	4
Invalidity allowances	2	2
Total number of pensions served	73	70

Note 8 Pension provision

	31 December 2014	31 December 2013
<i>(in thousands of Euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions (non current)	52 853	36 725
Present value of vested retirement benefits for served pensions (current)	2 988	2 800
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non current)	55 228	30 625
Present value of vested retirement benefits	111 069	70 150
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non current)	4 905	2 141
Pension provision	115 974	72 291
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	2 231	2 933
Interest costs	2 380	2 489
Benefits paid	(2 965)	(2 858)
Actuarial (Gains) losses	42 125	(13 121)
Change in pension provision	43 771	(10 556)
Main actuarial assumptions		
- Economic assumptions		
Point value	1.1381 (2015)	1.1201 (2013)
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+ in 2014, zero coupon yield curve in 2013)	1.5 %	3.36 %
Annual salary increase	1.8 %	1.5 %
Contribution rate (in % of salaries)	56 %	56 %
Inflation rate (long term)	1.8 %	1.8 %
- Demographic assumptions		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGF/TGH05	ICSLT 2008
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
- Technical assumptions		
Pension increase	Equal to <i>point</i> increase	Equal to <i>point</i> increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used in 2013 is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

The mortality tables used in 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy. This assumption worsens the current balance compared to the ICSLT 2008 table used in 2013, which is a mortality table for international civil servants based in Europe. The latter table generally shows a shorter life expectancy than the French mortality tables and is based on a smaller population.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2013:

For active BIPM staff members and pensioners, the following table represents the results for different discount rate assumptions at 31 December 2013:

(in thousands of Euros)	Liabilities for active staff members	Liabilities for pensioners	Total	Service cost
Discount rate at 3.00 % (1.00 % net of inflation)	35 646	40 890	76 536	2 453
Discount rate at 3.11 % (1.11 % net of inflation)	34 629	40 458	75 087	2 381
Discount rate at 3.36 % (1.36 % net of inflation)	32 766	39 525	72 291	2 231
Discount rate at 3.61 % (1.61 % net of inflation)	30 959	38 630	69 590	2 094

Using a discount rate at 3.00 % (discount rate used in 2012), the total liability would have amounted to 76 536 thousand Euros instead of 72 291 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2013. The change in the discount rate used since the former period has a positive impact of 4 245 thousand Euros on the total liability as at 31 December 2013.

- At 31 December 2014:

Using a discount rate at 1.25 %, the total the total liability would have amounted to 122 457 thousand Euros instead of 115 974 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2014 using a discount rate at 1.5 %.

On the opposite, using a discount rate at 1.75 %, the total the total liability would have amounted to 110 404 thousand Euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2014	Total 31 December 2013
Cash	15	43
Cash equivalent	1 696	3 754
Total	1 711	3 797

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2014	Total 31 December 2013
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	5 036	2 592
- United States of America	0	382
- Japan	0	523
- Asia other than Japan	452	195
- Others	0	73
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	5 488	3 765
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>		
- Europe high yield	0	448
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>	0	448
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone including:	6 809	5 044
- OAT 2009-2019, 4.25 %	1 026	1 001
- OAT 2029, 3.4 % indexed	1 250	1 124
- OAT 13-25 11 2018, 1 %	1 919	0
- Europe outside Euro zone	1 720	1 813
- United States of America	1 269	1 544
<i>Total Bonds</i>	9 798	8 401
Total	15 286	12 614

A breakdown of fair value of plan assets under current / non current assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2014	Total 31 December 2013
Bonds	9 163	7 383
Other financial instruments	5 488	4 213
Non current	14 651	11 596
Bonds	635	1 018
Current	635	1 018
Total	15 286	12 614

A breakdown of the portfolio invested in bonds according to the duration is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2014	Total 31 December 2013
	9 798	8 401
1-3 years	41.19 %	28.45 %
4-5 years	43.78 %	42.16 %
6-7 years	2.29 %	16.01 %
8-10 years	-	-
> 10 years	12.75 %	13.38 %
Total	100.00 %	100.00 %

Investment income relate to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
Mutual investment funds (shares)	-	2
Bonds	311	415
Cash equivalent	3	-
Cash	-	-
Total Investment income	314	417

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
Transactions with the BIPM	-	3
Income receivables	-	14
Total Other receivables	0	17

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2014	31 December 2013
Pensions to be paid	-	4
Leaving allowance	88	-
Transactions with the BIPM	65	66
Total Other debtors	153	70

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
Change in fair value	457	-
Foreign currency conversion gains	0	2
Total Other operating income	457	2

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2014	12 months ended 31 December 2013
Foreign currency conversion loss	0	39
Other operating expenses	19	0
Total Other operating expenses	19	39

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	International Bureau of Weights and Measures/ <i>Bureau International des Poids et Mesures</i>
CENAM	<i>Centro Nacional de Metrología</i> (Mexico)
CGPM	General Conference on Weights and Measures/ <i>Conférence Générale des Poids et Mesures</i>
CIPM	International Committee for Weights and Measures/ <i>Comité International des Poids et Mesures</i>
CIPM MRA	CIPM Mutual Recognition Arrangement
EBITDA	Earnings Before Interest Depreciation and Amortization
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
INM	<i>Institutul National de Metrologie</i> (Romania)
INMETRO	<i>Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia</i> (Brazil)
INRIM	<i>Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica</i> (Italy)
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
KRISS	Korean Institute of Standards and Science (Republic of Korea)
LNE	<i>Laboratoire national de métrologie et d'essais</i> (France)
METAS	<i>Institut fédéral de métrologie</i> (Switzerland)
NIM	National Institute of Metrology (China)
NIST	National Institute of Standards and Technology (United States of America)
NMC	National Metrology Center (Singapore)
NMI	National Metrology Institute
NMIA	National Measurement Institute, Australia (Australia)
NMIJ	National Metrology Institute of Japan (Japan)
NMISA	National Measurement Institute of South Africa (South Africa)
NMR	Nuclear magnetic resonance
NPL	National Physical Laboratory, Teddington (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Germany)
NRC	National Research Council (Canada)
SI	International System of Units/ <i>Système international d'unités</i>
VAT	Value Added Tax
VSL	<i>Van Swinden Laboratorium</i> (Netherlands)

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

J.W. MCLAREN

Ottawa, Lindfield, 22 juin 2015.

Le Président

B. INGLIS

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

J.W. MCLAREN

Ottawa, Lindfield, 22 June 2015.

The President

B. INGLIS
